

front rouge

organe central

du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

N°120

20 JUIN 1974 / CCP FRONT ROUGE 31.191.14 La Source / B.P. 464 - 75065 PARIS CEDEX 02

1,50F

Le comité central du P«C»F:

UN TOURNANT BIEN SIGNIFICATIF

éditorial

«...Pourquoi des français et des françaises n'ont-ils pas rejoint le combat de la gauche alors que la politique que nous préconisons correspond à leurs intérêts, en même temps qu'elle s'impose pour sortir notre pays de l'ornière? C'est parce qu'ils ne distinguent pas encore la nécessité, la nature exacte et la portée précise du changement que nous proposons. A nous de les éclairer. Que sera ce changement? La révolution? Non. Nous proposons seulement à notre peuple une politique nouvelle, la mise en œuvre d'un ensemble cohérent et limité de réformes démocratiques.» (Marchais; rapport au comité central du 10-6-74)

Voilà qui n'avait encore jamais été dit de cette manière là par aucun dirigeant du P«C»F. Jusqu'à présent, les échecs de la gauche étaient mis sur le compte des campagnes de la droite, «campagnes anti-communistes», ou «campagnes anti-soviétiques» (comme lors des élections législatives de mars 73), ou de la division de la gauche comme lors des présidentielles de 69... Aujourd'hui Marchais juge ces phénomènes secondaires ou inexistantes. Le succès de Giscard d'Estaing s'explique d'après le P«C»F par deux choses : 1) les promesses démagogiques qui ont permis à Giscard d'apparaître comme un candidat du changement, 2) la caricature qu'il a faite du programme commun. Or, explique Marchais, les masses, si elles veulent le changement, ne sont pas prêtes au socialisme, et beaucoup ont cru, on leur a fait croire, que le programme commun était un programme révolutionnaire, d'où leur vote en faveur de Giscard.

Aussi les conclusions qu'en tire le P«C»F, c'est qu'il faut bien expliquer aux électeurs qui ne l'avaient pas compris, que le programme commun n'a rien de révolutionnaire, de socialiste, que c'est un programme limité de quelques réformes démocratiques. Voilà le raisonnement que les gens du P«C»F tiennent aujourd'hui à leurs adhérents, les enjoignant de rectifier leur propagande et leur travail en fonction de cette nécessité: convaincre les électeurs que le P«C»F ne lutte que pour des changements limités, non révolutionnaires. Et toujours pour rallier au programme commun des électeurs qui ne veulent pas le socialisme, le P«C»F tient à rappeler que voter pour ce programme n'est pas un engrenage qui conduirait au socialisme, mais au contraire qu'«à tout moment on pourrait faire machine arrière».

Cela constitue incontestablement un tournant pour le P«C»F. Tournant non pas dans le renoncement à faire la révolution et à édifier le socialisme, ce tournant là il y a longtemps qu'il a été pris, mais tournant dans la manière dont ce renoncement est explicité devant les masses.

Quand est apparue, à la fin de la guerre, la ligne théorisée de Thorez sur le passage pacifique, quand à la mort de Staline cette ligne s'est imposée sans partage et irrémédiablement, quand a été définie la «démocratie avancée, étape nécessaire à respecter avant d'accéder au socialisme», quand est apparu le programme commun, toujours, à chaque fois, le P«C»F établissait un lien, (frauduleusement certes) avec la question du socialisme et de la révolution à faire.

La voie électorale, l'étape intermédiaire, l'alliance avec Mitterrand, tout cela le P«C»F le présentait comme un «moyen» d'aller au socialisme. «Une démocratie avancée ouvrant la voie au

suite page 3

au sommaire de ce numéro

► plan giscard contre les travailleurs p4

► accidents de travail et maladies

professionnelles

grève à
usinor p4

table
ronde
sur la
santé p2

► hors de paris, le shah d'iran p7



► moyen-orient:
nouveaux
complots
soviéto-us
contre les
peuples
arabes p8



Front Rouge va introduire en alternance deux séries de nouvelles rubriques :

- une première série, qui commence cette semaine envisagera un ensemble de problèmes de la vie des travailleurs sous la domination du capitalisme monopoliste d'Etat: santé, logement, loisirs... L'objectif de cette rubrique, c'est de montrer comment le capitalisme monopoliste d'Etat transforme tous les aspects de la vie de ceux qu'il exploite férocement, dans ses lieux de production, c'est aussi d'étudier les mouvements de lutte et les formes d'organisation des masses qui répondent à ces formes spécifiques d'oppression et d'exploitation du prolétariat, c'est critiquer les réponses réformistes, révisionnistes et spontanistes à ces problèmes, de manière à déterminer une juste position prolétarienne, à mener, sur tous les fronts, la lutte contre tous les aspects de la paupérisation absolue du prolétariat. De la sorte devrait être facilité: l'indispensable débat sur le contenu de la dictature du prolétariat dans notre pays.

- une deuxième série envisagera la nature et les moyens de lutte contre les appareils idéologiques de

l'impérialisme: télé, radio, cinéma, presse, université, religions... L'extrême développement des moyens de manipulation des masses est une composante essentielle, décisive, du capitalisme monopoliste d'Etat, dont les dernières élections présidentielles permettent par exemple de mesurer l'efficacité.

L'insertion de ces rubriques dans le tout que forme le journal est nécessaire, car il s'agit, ce faisant, de saisir dans leur unité l'ensemble des manifestations de l'impérialisme, cible de notre révolution, et par là, de combattre le point de vue économiste qui réduit aussi la perspective de la lutte des classes aux revendications dans l'entreprise.

Pour ces articles, Front Rouge s'appuiera à la fois sur des professionnels, militants révolutionnaires (médecins, cinéastes...) et sur l'expérience directe des masses et de leurs organisations. Etudes, enquêtes, tables rondes, reportages à l'étranger, alimenteront ces rubriques. Que tous les amis du journal, tous les lecteurs, se mobilisent autour d'eux pour enrichir par des témoignages, des informations diverses, le récit de leur expérience, leurs idées.

pour le capital, un ouvrier mort, c'est vite remplacé par un chômeur

A la télévision, à la radio, dans les journaux, on s'occupe de nous. On se penche sur tous nos problèmes. Il n'est pas un seul aspect de notre vie qui échappe à la sollicitude de nos patrons.

La santé, par exemple, ça nous intéresse. Les accidents du travail, les maladies professionnelles, nous en sommes quotidiennement victimes. Nous éprouvons tous l'état permanent de fatigue où nous met l'intensification d'un travail, morne, répétitif, qui ne nous laisse aucune initiative. Et quand nous ouvrons la télé, messieurs les patrons, ne croyez pas que nous changions de monde. Nous sommes toujours aussi accidentés, malades, fatigués. Nous vous regardons, nous vous écoutons à partir des conditions concrètes d'existence que vous nous faites subir. Quand un ministre de la santé ou un grand patron de la médecine intervient à la télévision, à la radio, dans les journaux, il se passe un phénomène étrange. Il parle bien de santé, mais ce n'est pas de *notre* santé qu'il s'agit. Il parle d'hôpitaux, mais ce n'est pas de *nos* hôpitaux qu'il s'agit. Il parle de maladies, mais ce n'est pas de *nos* maladies qu'il s'agit. Il parle d'accidents de la circulation, mais ce «grand savant» avec son langage volontairement incompréhensible est incapable de faire apparaître un rapport évident pour tous les ouvriers: la plupart des accidents de la route dont ils sont victimes, sont le résultat de l'intensification du travail, de la fatigue, de l'irritation, de la nervosité que l'ouvrier transporte avec lui avant, après, chaque journée de travail.

Mais direz-vous, il n'y a pas que les patrons et leurs médecins. Il y a aussi l'union de la «gauche». C'est vrai. De temps en temps, on voit apparaître un représentant de l'union réviso-réformiste. Il réclame *plus* d'hôpitaux, *plus* de médecins, *plus* d'infirmières, etc... Pour lui, tous les problèmes se résolvent par la quantité. La question d'une transformation révolutionnaire de l'appareil médical et sanitaire, ça le laisse froid.

Pour mieux comprendre les bases matérielles des prises de position des patrons et de leurs complices réviso-réformistes, comme toujours, il faut se tourner vers les usines. Là, on les voit à l'œuvre, sans masque ou presque. Là, plus de grands discours sur la santé, mais des cadences à tenir, des cadences qui augmentent sans cesse. Là, pas de discours scientifiques sur la novicité des produits chimiques manipulés, c'est ça ou la porte. Là, pas d'envoies lyriques sur le supplément d'âme, on se contente d'emmener en civière les ouvrières qui font des «crises» nerveuses. Et vous, idéologues de la bourgeoisie, faites-nous de beaux livres sur les méfaits de la «société industrielle»!

Bien sûr, il existe des comités d'hygiène et de sécurité (C.H.S.), mais ces organismes, qui rassemblent des représentants patronaux, un médecin du travail et des représentants des travailleurs, n'ont aucun pouvoir réel et se limitent souvent à enregistrer les accidents sans démasquer la responsabilité patronale. Le médecin du travail communique aux représentants du capital et à ceux des travailleurs, les observations qu'il a pu faire sur les conditions de travail dans l'entreprise et leurs effets sur la santé des travailleurs. Mais attention, messieurs les médecins de travail, n'en dites, n'en faites pas trop! Traversez les ateliers en courant (d'ailleurs, ils sont trop bruyants pour vous). N'interrogez pas les ouvriers (dites-leur bonjour-bonsoir). Ne proposez pas de modifications coûteuses, ne délivrez pas trop de certificats de maladies professionnelles. Vous ne le savez peut-être pas, mais les patrons vous le disent: un ouvrier mort, c'est vite remplacé par un chômeur. Et si vous sortez un tant soit peu de votre rôle de

médecin du capital, pour vous aussi, c'est la porte.

Les patrons ne sont pas médecins, mais ils ont des idées précises sur la santé des travailleurs. Pour eux, un ouvrier est malade à partir du moment où il n'est plus rentable. Quand un ouvrier n'est plus rentable, il faut s'en débarrasser, il faut le retirer de la production. On ne peut pas le tuer et c'est bien dommage, ça coûterait moins cher que de l'envoyer réparer aux moindres frais à l'hôpital. Hélas, les patrons doivent vivre avec leur temps.

Malgré mille preuves de servilité, les patrons ne font pas trop confiance aux médecins. De leur point de vue, les médecins délivrent trop de certificats de maladies imaginaires. Tant qu'un ouvrier peut produire, il n'est pas malade, vous ne convaincrez jamais un patron du contraire. Alors, ils ont suscité la création d'organismes de médecins-flics tel «Securex», qui a pour mission de réaliser des contre-expertises de diagnostics et de contraindre les travailleurs à reprendre le travail, malgré l'arrêt prescrit par leur médecin traitant. Les médecins sont désormais surveillés par leurs collègues les plus réactionnaires, avec la bénédiction du Conseil de l'Ordre. (Front Rouge y reviendra).

Les patrons ont pour pratique constante d'acheter la santé des ouvriers à coup de primes dérisoires (primes d'insalubrité, de risque, etc...). Dans les syndicats, les représentants réviso et réformistes ne s'opposent pas à cela: d'accord avec les capitalistes sur la nécessité d'intensifier le travail pour renforcer la position de l'impérialisme français dans le monde, ils n'ignorent pas que l'augmentation de la production et de la productivité, dans les conditions du capitalisme, implique des dangers toujours plus grands pour la santé et la sécurité des ouvriers. Aussi, poussent-ils les travailleurs à monnayer leur vie et leur santé contre les primes. Mais la classe ouvrière résiste. De plus en plus souvent comme à Pennaroya-Lyon hier, à Usinor-Dunkerque aujourd'hui, elle manifeste clairement sa volonté de ne plus mourir à petit feu pour les surprofits de l'impérialisme français, elle refuse de plus en plus souvent de monnayer sa vie contre des primes dérisoires. De plus en plus souvent les plates-formes revendicatives contiennent des revendications spécifiques sur les effets de l'intensification du travail sur la santé des travailleurs. Dans ce sens, l'action de l'OSR peut être décisive dans les prochains mois: pour systématiser ces revendications, pour les faire passer dans la pratique.

Hors de l'entreprise, des mouvements de résistance se développent aussi. Des malades s'organisent pour dénoncer les conditions de réparation de la force de travail en régime capitaliste. Des médecins progressistes commencent à enquêter sur les «effets-santé» de l'organisation capitaliste du travail productif. En même temps, sous l'impulsion des malades, des aides-soignantes et des infirmières, organisent la lutte contre le pouvoir médical dans les hôpitaux. Ce pouvoir mandarin, sans partage, les ouvriers en ont tous ressenti les effets au moins une fois dans leur vie: soignés au rabais, vite faite, mal fait, ils se heurtent au «secret médical» qui les dépouille de toute connaissance des mécanismes de leur corps «malade».

On aurait tort de sous-estimer ces mouvements de résistance, qui reflètent l'unité de l'aggravation des conditions de travail et de vie. La classe ouvrière sait de plus en plus, de mieux en mieux, qu'elle est exploitée et opprimée 24 heures sur 24, dans tous les domaines de la vie sociale. Pour vaincre la bourgeoisie, il est nécessaire qu'elle trouve les contenus et les formes de lutte qui correspondent à tous les aspects de son exploitation et de son oppression.

TABLE RONDE



les élèves-infirmières de Strasbourg, en grève, ont dénoncé l'organisation scandaleuse de la santé en régime capitaliste.

Une table ronde sur les problèmes de la santé des travailleurs a réuni des ouvriers et ouvrières de nombreuses entreprises, ainsi que des aides-soignantes, des infirmières, des assistantes sociales. Nous passons des extraits de ces riches témoignages qui mettent en accusation le capitalisme, responsable de la détérioration des conditions de vie des travailleurs.

un ouvrier d'usinor-dunkerque:

La tendance actuelle, dans les sidérurgies, c'est l'extension du travail continu. Quand on parle d'intensification du travail, on doit parler d'abord des feux continus. A USINOR, il y a des luttes contre les 4-8 depuis 1968, il y a le mot d'ordre de grève le dimanche après-midi. Ce sont vraiment les conditions de vie qui sont à la base de ce mouvement. Le boulot, le dimanche, et les jours fériés, les gens en ont assez et le mot d'ordre montre bien qu'ils sont dans un système de vie tellement dégueulasse qu'ils sont prêts à perdre leur prime de feux continus et de travail le dimanche. Quand les gars ont besoin de leur dimanche, ils profitent de cette «grève» qui est une sorte d'absentéisme organisé. Mais du fait que ça coûte très cher (100 à 150 F pour un dimanche), parce que le patron sait très bien ce qu'il fait, la grève ne peut pas entraîner tous les ouvriers. Ce qu'il faut donc c'est plutôt revendiquer une 5ème équipe liée à une embauche massive (1.000 types à peu près)...

Avec les 4-8, la vie est tellement dérégulée entre le boulot et chez eux... le boulot c'est pour bosser et chez eux c'est pour dormir, c'est tout. Et la vie familiale est complètement cassée. Huit heures de travail, huit heures pour dormir, huit heures de loisirs, c'est de la blague parce que pour récupérer, étant donné que les logements ne sont pas aménagés pour ces conditions là, il faut prendre le sommeil par morceaux et le type ne peut rien faire de sa journée.

une ouvrière:

Dans une boîte qui fabrique des standards téléphoniques, les filles travaillent au rendement. Elles suivent ce qu'elles font sur un écran parce que ce sur quoi elles travaillent, est trop petit. Alors elles ne font que voir des petits points noirs toute la journée. Comme elles se demandaient l'effet que cela avait sur leurs yeux le médecin du travail a fait une enquête; résultat: 16 filles sur 23 avaient besoin de lunettes. Mais la direction a fait faire une contre expertise dont la conclusion était que les «filles avaient mal aux yeux parce qu'elles ne voulaient pas porter de lunettes...» Dans cette usine, les crises de nerfs et les filles qui partent sur des civières, il y en a plusieurs fois par jour.

A Kronenbourg, avec le bruit des bouteilles qui s'entre choquent, une enquête a révélé qu'au bout de dix ans d'usine, les types n'entendent plus que 50% des sons.

un ouvrier de brandt:

Les comités d'hygiène et de sécurité se contentent de publier une petite feuille qui contient un résumé en cas d'accident, mais il ne mobilise jamais les travailleurs et ne fait jamais appel à leurs luttes. Les syndicats se contentent d'ailleurs de demander que les résultats de l'enquête soient publiés.

En fait, le C.H.S., les travailleurs ne le voient jamais. Il se contente de faire des kilos de rapports. Et si on est bien avec eux, on peut y avoir accès. A la suite d'un accident au cours duquel un acide s'était répandu, un type de l'atelier en avait fait un prélèvement pour le faire analyser mais on l'en a empêché.

un ouvrier du bâtiment:

Le dérèglement des repas, une fois chaud, une fois froid, le dérèglement des repos, le fait que les rapports familiaux soient complètement cassés, les problèmes avec la femme et les enfants, tout ça crée les conditions de l'accident.

une aide-soignante:

Dans l'hôpital, il y a la hiérarchie toubib, infirmière, aide-soignante, fille de salle. Selon la classe sociale des malades, c'est l'infirmière ou la fille de salle qui fait les pansements. Pour les ouvriers, tous les soins reposent sur les moins instruites et les moins qualifiées.

S'il y a une personne «importante» dans une chambre, le médecin oblige tout le personnel à s'en occuper, et à laisser tomber les autres malades «moins» intéressants, à les laisser sans soins, même s'ils en ont encore plus besoin.

une infirmière:

Dans les visites les médecins emploient des termes auxquels les malades ne comprennent rien. Et de toute façon, il y a le secret médical. Les gens sont dépossédés de leur corps. Si le mari veut savoir ce qu'à sa femme, il doit courir à travers l'hôpital pour attraper l'infirmière ou le médecin, toute la journée, et il n'arrive jamais à «savoir». Il y a eu une discussion avec les internes et les médecins sur la possibilité de communiquer son dossier au malade. Mais ça a abouti à un projet où il y aurait deux dossiers: un pour les médecins, un pour les malades. C'est à dire toujours le secret.

socialisme», «un programme commun permettant d'aller vers le socialisme», ces formules ont été maintes et maintes fois reprises, pas plus tard qu'au lendemain des élections législatives de l'année dernière. «Une seule solution la révolution, un seul moyen le programme commun» faisaient scander les dirigeants du P«C»F dans le congrès des J«C» qui a suivi ces élections. Et à chaque question sur la révolution, le P«C»F y répondait en présentant le programme commun comme le tremplin vers cette révolution.

Or c'est là que réside précisément ce tournant du P«C»F, Marchais entend aujourd'hui renoncer à ces explications. Henri Fizbin secrétaire de la fédération de Paris, celle-là qui a lancé l'opération «à cœur ouvert» pour montrer le nouveau visage du P«C»F, affirme clairement à la dernière réunion du Comité Central: «la démocratie que nous voulons n'est pas conçue comme un moyen d'aller plus loin...chacun verra si ce qui est fait lui semble bon et s'il veut aller plus loin.» Et Marchais, invité à la télévision pour commenter le nouveau visage du P«C»F, confirme: la démocratie avancée, le programme commun pourra ouvrir la voie au socialisme! Mais il n'y a aucun automatisme!

Voilà qui est clairement avoué! Le programme commun et la démocratie avancée, présentés comme le moyen d'aller plus loin, d'aller au socialisme, aux militants de base du P«C»F, vieux adhérents, jeunes qui veulent la révolution, et s'interrogent sur cette étape intermédiaire, n'est même plus un moyen «sûr» de l'aveu des dirigeants du P«C»F.

Certes pour atténuer cette position le P«C»F affirme qu'il ne renonce pas à l'objectif du socialisme... mais qu'il n'est pas à l'ordre du jour. Piètre consolation!

Mais qu'est-ce qui pousse les dirigeants du P«C»F à expliciter ainsi de plus en plus ouvertement devant les masses leur renoncement à la Révolution? C'est avant tout leur logique électoraliste qui les amène à multiplier de plus en plus ouvertement les compromissions. Aussi bien pour pouvoir offrir un objectif aux masses qu'il influence, que pour pouvoir réaliser son ambition de gestionnaire du capital, le P«C»F est contraint de toujours rechercher de nouveaux suffrages pour constituer une majorité électorale, de maintenir et d'élargir l'alliance PS-P«C».

Cet élargissement passe par l'appel chaleureux aux gaullistes et aux centristes à rejoindre la gauche dans une «Union du Peuple Français pour des réformes démocratiques». On comprend qu'affaires à rallier ces gaullistes et ces centristes, le P«C»F se soucie de n'être pas trop marqué par la revendication du socialisme ou de la révolution. Marchais prévient déjà les travailleurs qu'ils ne doivent pas trop demander pour ne pas indisposer centristes et gaullistes: «L'union du Peuple de France n'a de chance de se réaliser que si elle s'applique à des projets précis, importants mais limités».

Le P«C»F dans cet appel ne vise pas seulement à rallier les électeurs gaullistes et centristes, mais s'adresse aussi aux dirigeants, particulièrement aux dirigeants gaullistes, qui s'opposent aujourd'hui à Giscard. Par exemple, Marchais, questionné sur l'initiative de Jobert visant à constituer un mouvement de «centre-gauche», loin de dénoncer la manœuvre qui se dessine, du reclassement politique d'une partie des forces de l'UDR, a simplement noté un point de convergence: «Mr Jobert exprime les mêmes inquiétudes que nous sur l'orientation politique de la France dans le domaine de la politique extérieure». Voilà qui indique clairement que le P«C»F recherche non seulement à élargir sa base électorale, mais aussi à ne pas être pris de court si son allié, le PS, noue de nouvelles alliances lors des reclassements politiques. Le P«C»F sait que c'est son partenaire qui est le maître du maintien ou de la rupture de l'alliance électorale conclue il y a deux ans, il sait que son partenaire est le parti charnière du parlement, et il doit accepter, voire prendre les devants de toutes compromissions pour obtenir le maintien de l'alliance PS/P«C».

Travailleurs du P«C»F, travailleurs influencés par lui, ce tournant doit vous éclairer sur la nature réelle de ce parti. Nombre d'entre vous ont cru qu'il préparait effectivement des changements révolutionnaires et que cette étape intermédiaire du programme commun était nécessaire: voyez aujourd'hui où cela vous conduit. Non seulement Marchais vous a demandé de faire campagne pour Mitterrand, bourreau du peuple algérien, responsable de l'assassinat de grévistes et de militants communistes, mais aujourd'hui il tend la main aux gaullistes et aux centristes. A ces gaullistes venus du RPF qui pendant toute leur existence organisaient leur service d'ordre précisément pour casser du communiste, agresser les militants ouvriers, à ces gaullistes qui pendant plus de 15 ans ont organisé la vie chère, le chômage, la répression des grèves.

Rejetez ce parti qui depuis longtemps, depuis la mort de STALINE, n'a plus rien de révolutionnaire.

Rejetez ce parti qui a inventé une étape intermédiaire entre capitalisme et socialisme et qui trompe les travailleurs en leur faisant croire qu'ils peuvent accéder au pouvoir sans avoir dépossédé, par la violence révolutionnaire, la classe capitaliste des piliers de son pouvoir: l'armée, la police...

Rejetez ce parti qui refuse de préparer les masses à la révolution. Penez contact avec les vrais communistes qui se sont organisés dans le Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste). Nombre d'entre vous ont déjà dénoncé la politique suivie par le P«C»F dans leur organisation, certains discutent avec nos camarades. Suivez l'exemple de ces membres du P«C»F de Port St Louis du Rhône qui se sont organisés avec le PCR(ml) rejetant après la campagne électorale la politique de Marchais.

OUI LA REVOLUTION EST POSSIBLE

A BAS LE REVISIONNISME

REJOIGNEZ LE PCR (ml)

les réunions publiques du P.C.R.(ml)

NANCY

Le samedi 15 juin, de 17 à 23 h s'est tenu à Nancy un meeting «Oui, la Révolution est possible».

En diffusant l'appel du meeting, nous avons vu les faux communistes du P«C»F à l'œuvre: aux Acieries de Pompey, ils ont essayé de nous empêcher de diffuser notre tract par des coups et des bousculades.

Cent vingt personnes ont assisté à la suite des interventions, projections et des chants révolutionnaires. Durant la première partie se sont succédés, entre autres, l'intervention d'une camarade sur la situation des femmes en France, face au chômage, à la déqualification, à la double journée de travail, à l'usine et à la maison, une intervention sur l'unité des travailleurs français et immigrés, l'intervention d'un camarade de Lip sur la poursuite de la lutte contre les licenciements, celle d'un syndicaliste révolutionnaire.

Dans la deuxième partie, après la projection d'un film sur le Portugal, les étudiants iraniens ont dénoncé le rôle de gendarme du Moyen-Orient que joue l'Iran et ont appelé à manifester

contre la venue en France du Shah d'Iran, agent de l'impérialisme et bourreau du peuple d'Iran. C'est à la suite du point sur la situation politique en France que le groupe «l'Outil des Travailleurs de Nancy» qui a quitté «Pour le Communisme» a annoncé sa décision de rejoindre le P.C.R. (m-l). Ce premier meeting public du PCR (m-l) à Nancy est un succès.

Corr. Nancy

ROANNE

Le P.C.R. (m-l) a organisé à Roanne une réunion publique sur la Circulaire Fontanet. Environ 70 travailleurs immigrés y ont participé, dont plus de la moitié de turcs. Ce fut une réunion vivante, où les discussions ont été nombreuses: la circulaire Fontanet, les conditions de vie des immigrés, le rôle des syndicats, l'unité de la classe ouvrière et en particulier entre turcs et arabes, etc... Un camarade a présenté les luttes des immigrés et la circulaire Fontanet. Puis pour répondre aux questions sur ce qu'il faut faire, un camarade a expliqué le rôle des CACF, rendu vivant par un montage de diapositives sur le problème du

logement. Les travailleurs turcs ont été vivement intéressés par le récit de la grève des ouvriers turcs de Laval, racontée par les ouvriers eux-mêmes sur bande magnétique.

La réunion s'est terminée par une discussion sur les possibilités de lutte à Roanne. Divers moyens ont été envisagés. Le PCR (m-l) commence à organiser les immigrés de Roanne, il saura répondre à leur volonté de lutte.

Corr. Roanne.

MONTPELLIER

Samedi 1er juin, un meeting du PCR (m-l), le premier à Montpellier, a réuni plus de 80 personnes dont une trentaine de travailleurs immigrés.

Un camarade syndicaliste révolutionnaire prononça l'intervention centrale. Puis Tobias Engel parla des luttes de libération en Afrique et de la situation au Portugal. Il y eut également une intervention dénonçant le rôle de l'impérialisme Français au Tchad.

Un débat très animé clôtura le meeting, les questions de la Révolution en France et de la lutte des peuples du monde y furent abordés.

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

Nom

Prénom

Adresse

Profession

envoyer à F.R. BP 464 75065 Paris Cedex 02

GAGNER LA BATAILLE DE LA DIFFUSION

Voyant dans notre journal les succès remportés par les camarades de Besançon, St-Etienne, Lyon, Orléans, Paris... nous avons décidé de relever le défi de la bataille de la diffusion. Avec les camarades immigrés, se pose le problème de la langue, aussi, nous faisons des cercles de lecture de Front Rouge où des discussions très riches s'engagent. De plus, dès que le journal arrive, nous faisons un sommaire traduit en arabe et en portugais que nous affichons sur les portes des foyers, etc...

Ainsi, la diffusion n'arrête pas de progresser: 6 journaux vendus, dimanche, en une demi-heure dans un café où six ouvriers prennent contact avec le Parti, 12 sur le marché St-Pierre, 12 aussi à la sortie des Nouvelles Galeries... 7 à un arrêt de bus. Ces succès sont remportés depuis que nous préparons minutieusement nos

interventions (affiches, prise de parole, tracts...) et si le mardi ou le mercredi soir, il reste encore des FR, seul ou à deux, nous refaisons le tour des foyers, cafés, etc... Car il ne doit plus rester un seul invendu. Mardi, alors que nous retirions les panneaux après la vente, un camarade, qui n'avait pas tout vendu, dit: «Panneaux ou pas, je reste, il n'y a pas de raisons que je ne les vende pas». Cet acharnement à la vente, nous permet de multiplier les contacts et de trouver de nouveaux diffuseurs, comme au FJT où à la suite d'une large discussion, un jeune immigré et une ouvrière nous en demandaient pour le diffuser autour d'eux. Chacun se sent concerné, la bataille de la diffusion est l'affaire de chaque militant, de chaque lecteur.

Corr. CAEN

NOTRE CAMARADE DOMINIQUE LEGEARD MILITANT DU P.C.R.(ml) EST MORT



Le camarade Dominique LEGEARD, de la section de Dijon de notre Parti, 23 ans, professeur, a trouvé la mort jeudi matin 13 juin 1974 au cours d'un accident de la route entre Dijon et Auxerre, alors qu'il se rendait à son travail.

C'est au cours des études scientifiques qu'il poursuivait, que Dominique, comme grand nombre de jeunes intellectuels d'aujourd'hui, a pris conscience de la nécessité d'en finir avec la société capitaliste et de rejoindre le camp de la Révolution. A la recherche d'une force véritablement communiste, le camarade prend contact avec les marxistes-léninistes en écrivant à Front Rouge sa volonté de lutter pour l'instauration du socialisme en France.

Enthousiaste dans la découverte et la compréhension de la ligne

révolutionnaire de Front Rouge, Dominique sera un des tous premiers à rejoindre les rangs des marxistes-léninistes à Dijon.

Très rapidement, le camarade saura mettre ses capacités politiques au service du développement du travail révolutionnaire. Son ardent désir de faire progresser la conscience révolutionnaire dans la classe ouvrière l'amènera à développer une grande activité parmi les travailleurs et à se lier à grand nombre d'entre eux.

Dans les foyers de travailleurs immigrés, où notre camarade était largement connu, il développe une intense activité anti-impérialiste, organisant des projections sur le Viet Nam, la Palestine, en réunissant, à plusieurs reprises, les travailleurs pour leur faire comprendre la nécessité de lutter contre l'impérialisme.

Notre camarade déploya toute son énergie pour organiser les travailleurs contre la Circulaire Fontanet. Pour lui, tout temps libre était l'occasion de se lier un peu plus aux travailleurs, de développer la propagande du Parti, de rapprocher ces travailleurs de notre Parti.

En plus de tout son travail militant à Dijon, notre camarade Dominique a eu la responsabilité d'organiser la riposte à des attentats racistes à Dôle (Jura), où il su faire naître la confiance dans notre Parti chez les travailleurs immigrés et les travailleurs

d'Idéal-Standard. C'est grâce au travail du camarade que le Parti peut aujourd'hui exister à Dôle.

Lié aux masses, totalement dévoué à la cause de la révolution, notre camarade a su jouer un rôle dirigeant dans tous les domaines du travail du Parti sur Dijon; il fut élu délégué de sa cellule au Congrès Constitutif de notre Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste).

A la nouvelle de sa mort, plusieurs travailleurs immigrés nous ont dit leur émotion et leur sympathie; certains ont spontanément donné de l'argent au Parti.

A l'occasion de l'enterrement, qui a eu lieu ce lundi 17 juin, à St-Apollinaire, le Comité Central du Parti et la Section de Dijon ont rendu hommage au camarade Dominique Legeard. C'est le point levé que nous avons salué notre camarade.

Plusieurs personnes, de vieux militants, ont tenu à assurer le camarade du C.C., qui avait parlé au nom de la direction du Parti, de leur sympathie militante et une camarade a dit sa volonté de rejoindre le combat du P.C.R. (m-l).

Tous les camarades du Parti, et particulièrement les camarades de la section de Dijon sauront puiser des forces dans l'exemple de la vie de communiste que fut celle de notre camarade Dominique LEGEARD.

LE PLAN ANTI-INFLATION DE JUIN UN PLAN D'AUSTERITE QUI EN ANNONCE UN AUTRE

LA «JUSTICE FISCALE» : UN RACKETT ENCORE PIRE !

«Regardez les choses : l'essentiel de l'effort est attendu des entreprises... commente Giscard d'Estaing : sur 10 Milliards que l'Etat veut retirer de la masse monétaire en circulation, un peu plus de 6 seront prélevés sur les entreprises.

Grâce aux privilèges fiscaux maintenus, pour les entreprises, toujours peu d'impôts à payer.

Selon les mesures annoncées, les sociétés verseront au plus tard le 15 septembre une somme égale à 18% de leurs impôts, avec un minimum de 3.000 F. A elle seule, cette mesure apporterait 5 milliards de francs à l'Etat. C'est, dit Giscard «une ponction très importante». En fait, avec cette ponction, l'impôt sur les sociétés qui représentait 11% de l'impôt total perçu, n'en représentera encore que 13%.

Car, grâce à la circulation des capitaux d'une entreprise à l'autre, manipulés par les holdings, près de la moitié des sociétés s'arrangent pour ne pas payer d'impôts : avec la «justice fiscale» que Giscard vient de décréter, celles-ci risquent tout au plus 3.000 F d'impôts en septembre : c'est peu, comparé aux milliards de profits qu'elles réalisent. Même les sociétés qui paient, en paient peu, car les entreprises capitalistes disposent de privilèges fiscaux exorbitants. C'est grâce à ces privilèges nullement remis en cause aujourd'hui que Pechiney-Ugine-Kuhlman, par exemple, a pu détourner légalement de l'impôt au cours des trois dernières années, une somme de profits comprise entre 1,5 et 2 milliards, soit environ 40% de la masse globale des profits réalisés par ce groupe.

Giscard a quand même prévu de réduire l'amortissement dégressif qui permet de soustraire à l'impôt des sommes supérieures à la dépréciation réelle des machines et autres biens de l'entreprise. Cette réduction doit fournir un milliard de francs. Mais ceci ne touchera guère les capitalistes qui pourront toujours se rattraper sur d'autres avantages fiscaux accordés particulièrement aux entreprises qui exportent beaucoup, conformément aux promesses du comte d'Ornano, ministre de l'Industrie : «Il nous appartiendra de trouver des formules pour aider les entreprises à exporter et à s'implanter aussi à l'étranger» (interview à «La Vie Française» de cette semaine).

Avec les mesures giscardiennes de «justice fiscale», la grande masse de l'impôt continuera donc à être financée par l'impôt sur le revenu qui frappe des millions de travailleurs et l'impôt sur la consommation qui frappe tous les travailleurs.

Pour les travailleurs, les nouvelles mesures fiscales sont une aggravation : elles créent des impôts supplémentaires.

Sans doute, les familles de travailleurs seront peu touchées par la majoration de 5% de l'impôt sur le revenu qui concerne les ménages acquittant un impôt compris entre 2.000 F et 5.000 F par part, et pas du tout par les autres majorations (10% pour ceux qui paient de 5.000 F à 10.000 F par part et 15% au-delà). Mais, pour les travailleurs célibataires, déjà plus durement touchés par l'impôt sur le revenu en 74 qu'en 73 (voir FR N 103 du 14/2/74), nombre d'entre eux sont concernés par la majoration de 5% : c'est ainsi que ceux qui gagnent plus de 1.700 F par mois (c'est le cas pour un certain nombre dans l'industrie automobile de la région parisienne) devront verser 100 F supplémentaires d'impôts sur le revenu. Surtout, alors que l'impôt sur le revenu ne représente que 20% du total

des impôts prélevés par l'Etat, les travailleurs devront continuer à remplir les caisses de l'Etat capitaliste par l'impôt qui rapporte le plus : l'impôt sur la consommation qui représente 60% du total des impôts et atteindra entre 150 et 200 milliards en 74. «Pas de justice fiscale sans baisse de la TVA» avait dit Giscard d'Estaing. Avec son plan d'austérité, celui-ci annonce aujourd'hui «la justice fiscale» sans baisser la TVA. Mis à part les transports en commun où elle est provisoirement abaissée, la TVA est maintenue intégralement sur les produits de consommation courante des masses populaires : avec la hausse brutale des prix, la TVA qui leur est proportionnelle, va encore s'accroître.

Les impôts continueront de financer massivement les plans des entreprises capitalistes.

Non seulement, les prétendues mesures de «justice fiscale» annoncées le 16 juin maintiennent très bas la part d'impôt que paient les entreprises, mais elles ne changent rien au fait que cet impôt des entreprises n'est qu'une partie de la plus value que celles-ci ont fait sur à leurs ouvriers et qui retournera dans la poche des capitalistes. Car l'Etat capitaliste, non seulement procure des avantages fiscaux aux sociétés capitalistes, mais il draine vers elles la masse de l'impôt.

Prenons l'exemple du groupe Marcel Dassault, dont 95% de la production est à usage militaire : l'Etat lui paie tous les frais d'étude des prototypes d'appareil, respectivement 635 et 670 millions de francs actuels pour le Mirage IV et le Mirage F 1. Mieux, l'Etat lui paie parfois la commande, non seulement avant la livraison, mais parfois même avant l'exécution, ce qui fait autant de capitaux supplémentaires immédiats que Dassault peut réinvestir. La Cour des Comptes a ainsi révélé en juin 72 que 267 millions de francs ont été payés «en avance» par l'Etat pour des frais d'étude de prototypes militaires qui ne valaient peut-être jamais ! En 1971, Dassault a reçu de l'Etat français 1.260 Millions de Francs en avances, soit plus de la moitié du chiffre d'affaires du groupe (1.920 Millions).

Les grands trusts bénéficient à des degrés divers de ces cadeaux formidables de l'Etat capitaliste, autre exemple dans l'industrie lourde : Pechiney-Ugine-Kuhlman : ce groupe qui consomme 10% de l'électricité française, n'a eu à déboursier en 1970 à l'EDF que 600 millions de Francs au lieu d'un milliard, prévu par les barèmes officiels. Les recherches de bauxite menées par P.U.K. au Cameroun, à Madagascar, en Guyane, en Guinée, sont dans une large mesure financées par l'Etat, par le biais du bureau de recherches géologiques et minières (B.R.G.M.).

Le 16 février 73, prétextant le rétrécissement prévisible des exportations françaises d'acier suite à la dévaluation du dollar, le gouvernement rallongeait 800 millions de prêts aux patrons de la SOLMER, 800 millions s'ajoutant à 1,8 milliards alloués à de Wendel et Sidolor, à Fos, précédemment.

Ce genre de prêts, accordés par l'Etat, par le biais du FDES (Fonds de Développement Economique et Social) est un prêt à long terme et à faible taux d'intérêt. C'est une spéculation sur la dévaluation de la monnaie : si l'on prête à de Wendel à 3%, alors que les prix grimpent de 18%, c'est en fait 15% de la somme totale que de Wendel reçoit en cadeau. Et chaque année, le cadeau est un peu plus gros.

Ces cadeaux aux capitalistes, Giscard d'Estaing qui «conduit l'effort dans un esprit de justice», n'a pas prévu d'y toucher.

Un plan de baisse du pouvoir d'achat par la hausse des prix et le blocage des salaires, un plan de réduction programmée de la consommation des masses populaires par les restrictions de crédit, un plan qui «pour exporter plus», suppose un travail plus intense, plus dur dans les entreprises, voilà le nouveau plan anti-inflation. Ce plan d'austérité annoncé mercredi soir, c'est ce que Giscard appelle un «effort conduit dans un esprit de justice».

UN TRAIN DE MESURES QUI EN ANNONCE UN AUTRE

En fait s'il y a un «effort» c'est surtout côté démagogie ! Ainsi, après avoir «soi-même» fait courir le bruit, notamment sur les ondes de l'ORTF, d'une hausse massive de l'essence (plus de deux francs le litre de super), on annonce que l'augmentation ne dépassera pas 5 centimes... Dans l'immédiat. Un cadeau en somme !

C'est que trois semaines à peine après son élection, Giscard d'Estaing ne veut pas paraître attaquer de front la masse des travailleurs : ainsi mercredi, s'il laissait à son ministre Fourcade le soin d'évoquer de façon indirecte un blocage des salaires, il se gardait bien lui-même d'en toucher mot. A la veille des congés, alors que le mécontentement des travailleurs est grand et que dans tous les bagnes capitalistes comme à Renault-Billancourt, les travailleurs parlent d'une rentrée de lutte, le plan d'austérité est un plan d'attente : interviewé par «La Vie Française», le Comte d'Ornano précise que c'est à la rentrée que seront prises les grandes décisions en matière de restructuration des entreprises, mettant en cause l'emploi et les conditions de travail de dizaines de milliers de travailleurs, suivant les plans de rentabilisation capitaliste.

Pour aller plus avant dans l'attaque contre les travailleurs, Giscard d'Estaing doit aussi consolider sa «majorité», car l'UDR qui, avec Chaban Delmas, a fait campagne pour la «nouvelle société» et le soi-disant «justice sociale» ne renonce pas à utiliser ces thèmes de démagogie électorale pour tirer dans les pattes du président. Ainsi, jeudi, «La Nation», organe de l'UDR, tout en approuvant le plan, faisait la fine bouche, relevant

par exemple que «rien de sérieux n'est prévu au niveau de la formation même des prix». Aussi, le plan d'aujourd'hui en cache un autre : il faut s'attendre pour les mois à venir à une aggravation des mesures prises.

DES MESURES QUI FRAPPENT L'ORDREMENT LES TRAVAILLEURS

● Selon Giscard d'Estaing, son plan devrait ramener la hausse des prix, actuellement de 18% l'an, selon l'indice officiel, à 6% à partir de juillet 1975, mais il y a des façons bien singulières de s'y prendre : outre la hausse de l'essence, c'est au moins 6,8% de hausse des loyers à partir du 1er juillet (le blocage du premier semestre étant supprimé), 5% de hausse du charbon, de l'électricité, du gaz (près de 25% de hausse depuis le début de l'année). Aucune baisse de TVA envisagée sur les produits de

consommation courante des masses populaires. Quant au soi-disant contrôle des prix qui va se limiter... au dépôt per les entreprises du barème qu'elles pratiquaient à la date du 1er juin, il sera n'en doutons pas d'une efficacité à tout crin...

● En fixant à 0,5% par trimestre l'augmentation du pouvoir d'achat sur la base d'un indice dont le truquage a été dénoncé par les travailleurs de l'INSEE et en «menaçant» notamment avec «la taxe conjoncturelle contre l'inflation» de pénaliser les patrons qui lâcheraient des augmentations de salaires entraînant le dépassement de ces 0,5%, Giscard d'Estaing et son gouvernement veulent en définitive bloquer les salaires : c'est de la même cuvette que le plan Messmer de mars dernier.

● Les mesures d'encadrement du crédit prolongent les mesures prises en juillet 1973, restreindront les possibilités d'achat des travailleurs (réduction éventuelle du nombre des



giscard : le dispositif doit se traduire par un degré réaliste de désinflation

giscard : en 73, les rémunérations augmentent de 6%, mais les prix seulement de 4%

giscard : l'allure de 74, au point de vue de la hausse des prix, c'est d'abord une augmentation forte, et ensuite un mouvement de prix plus modéré

giscard : le dispositif doit se traduire par un degré réaliste de désinflation

giscard : l'allure de 74, au point de vue de la hausse des prix, c'est d'abord une augmentation forte, et ensuite un mouvement de prix plus modéré

giscard : le dispositif doit se traduire par un degré réaliste de désinflation

giscard : l'allure de 74, au point de vue de la hausse des prix, c'est d'abord une augmentation forte, et ensuite un mouvement de prix plus modéré

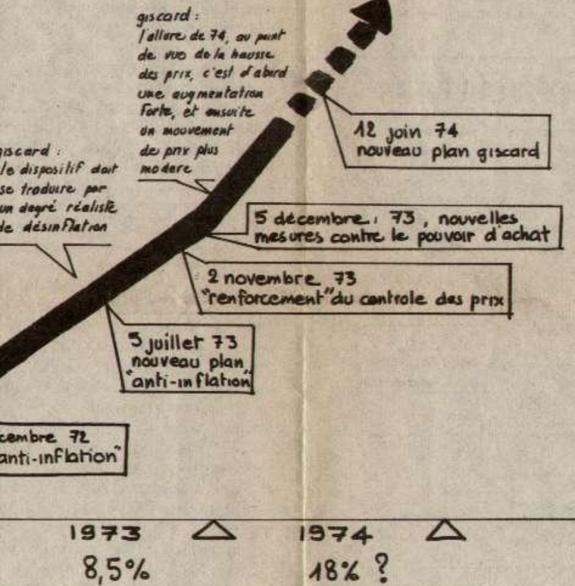
giscard : le dispositif doit se traduire par un degré réaliste de désinflation

giscard : l'allure de 74, au point de vue de la hausse des prix, c'est d'abord une augmentation forte, et ensuite un mouvement de prix plus modéré

giscard : le dispositif doit se traduire par un degré réaliste de désinflation

giscard : l'allure de 74, au point de vue de la hausse des prix, c'est d'abord une augmentation forte, et ensuite un mouvement de prix plus modéré

giscard : le dispositif doit se traduire par un degré réaliste de désinflation



USINOR-DUNKERQUE échec aux tentatives de division de la direction

Lundi matin Pour tenter de briser le mouvement des hauts-fourneaux, la direction a envoyé des lettres individuelles aux lock-outés, espérant monter les femmes contre leurs maris et les lock-outés contre les hauts-fourneaux... La direction compte aussi sur la proximité des congés pour faire effectuer la reprise. En effet, le 8 juillet doit être virée la prime de bilan et la prime de bonne marche à peu près 1600 F en tout, une des seules primes qui permettent à l'ouvrier, soit de rembourser ses dettes, soit de se payer des vacances, soit d'acheter un peu d'équipement pour la maison, vu que les salaires mensuels peuvent juste éponger les dépenses courantes. La division par le lock-out met l'ouvrier devant le choix : ou faire grève ou ne pas partir en congés, ou accepter la reprise... et les accidents.

Dans cette lettre, la direction affirme que les mesures de sécurité ont été prises au haut-fourneau : Qu'en est-il en fait ? L'embauche de 28 ouvriers a été promise, un règlement de sécurité a été mis au point, des boucliers ont été construits à la hâte, mais s'il faut attendre les 6 millions de tonnes dans l'année, tous ces beaux règlements resteront lettres mortes comme d'habitude, et, d'autre part, le

problème du nettoyage du trou de la tuyère, «le trou de la mort» comme disent les fondeurs, n'est pas réglé. Et c'est cela que les fondeurs refusent à juste titre. Les ouvriers réclament une machine pour nettoyer ce trou comme il y a une machine pour nettoyer le trou de coulée. Des bruits divers ont couru sur son existence, d'abord la direction a dit que cela n'existait pas ; en fait, il existe dans les dossiers de la direction des documents sur cette machine qui existe en URSS ; ils traînent là depuis 1968... Qu'attend la direction ?

Même si cette machine n'existait pas, il y a assez d'ingénieurs et de techniciens à Usinor qui mettent leur cervelle au service de la recherche du profit maximum. La direction pourrait bien les mettre à la recherche de la sécurité maximum et, dans l'usine, les idées ne manquent pas. Le 2e point de la lettre de la direction concerne les lock-outés : elle leur propose une avance de 400F pour le paiement des jours de lock-out, à condition que le travail reprenne mardi. 400F qui, renseignement pris, seraient hiérarchisés : 40 F à l'OS, 53,80 au P3 par jour de lock-out. 400F qui ne seraient pas récupérables à condition que le plan de production soit tenu en

régulé : ceci est lié à la nécessité des embauches, des augmentations de salaires nécessaires si on veut qu'il y ait des embauches et de la non-déqualification des fondeurs lorsqu'ils sont reclassés après accident. Il y a, d'autre part, le problème de la mobilisation des autres hauts-fourneaux dont beaucoup qui habitent la campagne ne viennent pas aux réunions. Sur ce point aucune proposition n'a été faite par les syndicats et pourtant il y aurait des initiatives à prendre. L'après-midi, à la réunion des lock-outés, les syndicats doivent manger.

Dans cette situation, à la réunion des fondeurs lundi matin, 48 hauts-fourneaux sur 400 se sont retrouvés avec les syndicats CGT-CFDT et FO. A cette réunion, les ouvriers ont eu à débattre, soit accepter les miettes de sécurité déjà accordées : vêtements, promesses d'embauche, règlement de changement des tuyères moyennant révisions des classifications aux hauts-fourneaux. Un délégué CGT du P.C.F. a même proposé de réclamer 50F, prime à la tonne de fonte vendue, ce qui revient à accepter de vendre sa vie pour des primes. Soit refuser la reprise tant que le problème du trou de la mort, donc de la machine à changer les tuyères ne serait pas

mensualités, augmentation de la somme à verser comptant et du taux d'intérêt : autant de mesures qui pourraient être prises dans les magasins dès cette semaine. Nul doute que les entreprises vont profiter de ces mesures pour supprimer des milliers d'emplois sous prétexte d'un ralentissement de la demande.

● Pour tenter de rétablir la balance commerciale de la France (25 à 30 milliards de déficit prévus pour 1974), Giscard d'Estaing annonce dans son plan : «la France doit devenir une grande puissance exportatrice». C'est le «13e mois pour l'exportation» qu'il nous avait annoncé comme ministre des finances. Ça signifie accélération des cadences, lutte patronale contre le moindre «temps mort» dans les ateliers. Au moment où le Comte d'Ornano, ministre de l'Industrie déclare que des mesures vont être prises pour encourager à l'exportation des voitures de petites cylindrées, à Citroën-Vallois ou à Renault-Flins, il faut travailler de plus en plus vite.

● Les mesures d'encadrement du crédit prolongent les mesures prises en juillet 1973, restreindront les possibilités d'achat des travailleurs (réduction éventuelle du nombre des

E.G.C.C. la lutte continue reportage au chantier de vigneux

En grève depuis plus d'un mois, les 480 travailleurs de l'Entreprise Générale des Câbles et Canalisations, français et immigrés, poursuivent leur lutte. Ils exigent le paiement intégral de leurs salaires que, depuis 4 mois, le patron «paye» en signant des chèques sans provision. Bien sûr, ce négrier, soutraitait des PTT pour la pose des lignes est toujours en liberté.

C'est au chantier de Vigneux, à 30 km au sud de Paris, que nous avons rencontré les travailleurs en lutte. Là, sur ce chantier, quelque peu à l'écart de la ville, les travailleurs nous ont montré leur «butin» : poteaux télégraphiques, tuyaux, mais aussi une vingtaine de véhicules soit rassemblés : «L'idée de regrouper tout le matériel dispersé sur des dizaines de chantiers alentours, ici, c'est un acquis des luttes passées... Chaque fois que le patron a essayé de nous avoir, nous, on rassemblait le matériel et on attendait, jour et nuit, le temps qu'il se décide... Mais cette fois, on ne s'est pas contenté du matériel léger, on s'est arrangé pour que les gros engins de chantier, pelleuses, bulldozers, etc... soient immobilisés sur place». C'est un délégué CFDT, immigré, qui parle :

«Et puis, rassembler le matériel, comme on l'a fait sur les trois principaux chantiers, Trappes, Corbeil et Vigneux, ça nous permettait aussi d'éviter la dispersion des chantiers qui rendait la lutte difficile. Avec le siège social, avenue de Clichy, qui est toujours occupé, ça nous fait quatre points de rassemblement». Pour ces travailleurs dispersés sur des dizaines de chantiers, se regrouper, s'emparer du matériel et le garder jour et nuit, c'est la condition indispensable pour riposter aux manœuvres de division du patron.

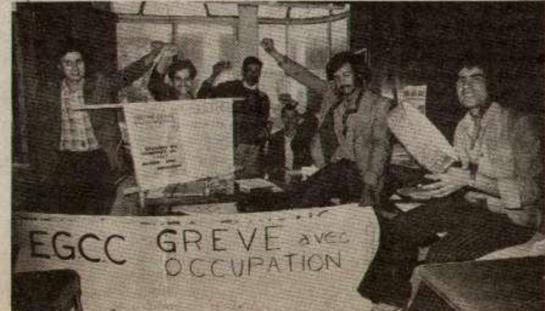
«Oui, le patron, c'est une sacrée ordure, voilà où on était logé, il y a deux ans, avant la dernière lutte, nous déclare un tunisien, en nous désignant de la main, les caravanes délabrées à

côté du chantier qui aujourd'hui servent de local au piquet de grève «et encore maintenant, alors qu'il est en faille, il continue de faire le tour des chantiers, son carnet de chèques à la main, essayant de faire reprendre le travail... il faut mieux pas qu'il vienne ici...» De plus, cet escroc sait qu'il peut compter sur la police : «Ce matin à 7 h, j'entends frapper chez moi, au foyer, c'étaient les flics : «ou tu payes ton loyer, ou tu fiches le camp», comme payer ? avec des chèques sans provision comme le patron ? Pour moi, ce serait la prison... Me voilà à la porte, il ne me reste plus qu'à coucher dans ma voiture... achetée à crédit». Vaincre la dispersion ? s'emparer du matériel, tels sont les moyens que le comité de grève, élu par les travailleurs, et la section CFDT, se sont donnés pour créer le rapport de force qui seul pourra faire reculer le patron. Mais les premiers succès rencontrés dans la mobilisation des travailleurs et dans la popularisation n'auraient pas été possibles sans l'unité entre les travailleurs français et immigrés, en majorité à l'EGCC, unité qui s'est soudée au cours des luttes

passées et qui se renforce actuellement : «ici, on est tous unis, nous déclare un vieux travailleur français, maçon qualifié, cela fait longtemps qu'on se bat contre le même patron, ça crée des liens...» Embauchés sous contrat d'un an, les immigrés n'ont, bien sûr aucun papier : «Je n'ai ni carte de séjour, ni carte de travail, alors, c'est une raison de plus pour moi de lutter, car, de toutes façons, je ne pourrais pas trouver un autre travail...», finalement, le contrat, il se retourne contre le patron, car il peut être sûr que je lutterai jusqu'au bout !».

Aussi, au chantier de Vigneux, les travailleurs insistent sur la nécessité que beaucoup de travailleurs aillent sur les chantiers, près de chez eux, discutent avec les grévistes, et appellent leur soutien : «ce qui est vital pour nous, c'est le soutien financier, c'est la popularisation de notre lutte».

Paiement intégral des salaires ! Travailleurs Français, Travailleurs Immigrés, même patron, même combat ! Non aux contrats à durée limitée !



La combativité est forte. Parmi les grévistes, il y a une trentaine de saisonniers embauchés sous contrat de deux mois renouvelables jusqu'à 6 mois et des ouvriers «prêtés» par Saulnier-Duval qui ont refusé de reprendre à Saulnier pour continuer la grève à LU-BRUN. Dès le début de la grève, les ouvriers ont mis en place un piquet, y compris la nuit et le week-end, et occupent l'usine. Deux assemblées générales réunissent les grévistes chaque jour.

C.F.E.M. (fos) le syndicalisme révolutionnaire progresse

A Fos, plusieurs usines sont actuellement en grève. A FERI-FOS après l'explosion d'une citerne qui blesse deux ouvriers dont un gravement, les ouvriers se mettent en grève pour des mesures d'hygiène et de sécurité, 1.600 F minimum net de toute prime pour 174 h, 0,80 F l'heure, 40 h en janvier 75, augmentation de l'indemnité de transport. A la CFEM, les ouvriers poursuivent la lutte qu'ils ont entamée au lendemain des élections.

A la CFEM, pendant la période des élections, les révisionnistes avaient réussi, dans une large mesure, à tromper les ouvriers dans le vote électoraliste. Dès le 20 mai, face à la volonté de lutte des ouvriers, ils continuent de tenter de rejeter les revendications des ouvriers dans leur perspective de gagner encore des voix à droite. Ils essayent de détourner la colère des ouvriers pour la bourgeoisie en calomniant le PCR (ml) : en s'abstenant, le PCR (ml) aurait soutenu Giscard. Mais le mot d'ordre du PCR (ml) : «A la bourgeoisie de payer sa crise» prend toute sa force auprès des ouvriers décidés à partir en grève. Les syndicalistes révolutionnaires se saisissent de cette situation pour avancer des mots d'ordre de lutte :

- 13e mois intégral ;
- 40 h sans diminution de salaire et aménagement des postes ;
- temps de transport payé comme temps de travail (une heure de toute aux taux horaires de P3).
- 5ème semaine de congés payés,
- suppression de la qualification manœuvre.

En assemblée générale, les révisionnistes proposent d'envoyer un télégramme à la direction de Paris pour ouvrir de nouvelles négociations. Première défaite : leur proposition est

rejetée au profit du mot d'ordre des syndicalistes révolutionnaires de 24 h de grève avec blocage des portes, comme ultimatum. La direction tente de gagner du temps en proposant de discuter le lendemain des 24 h d'arrêt sur deux revendications : le 13e mois avec pénalisation, l'aménagement des postes sans réduction d'horaire. Les syndicalistes révolutionnaires, dénonçant cette manœuvre, se voient traités d'aventuriers poussant à la grève illimitée, propulsés financièrement par la bourgeoisie. Les révisionnistes et les syndicalistes réformistes créent ainsi la confusion, cassent l'unité de lutte des ouvriers.

Le 11 juin, la direction de Paris refusa les représentants syndicaux et refuse catégoriquement toutes les revendications. Le lendemain, la direction lâche ses larbins, maîtrise et jaunes, sur le piquet de grève. Les ouvriers présents résistent mais à cause de leur petit nombre ne peuvent les empêcher de passer.

La direction menace maintenant de faire intervenir les CRS avec la maîtrise. Pour pouvoir riposter à cette menace, les syndicalistes révolutionnaires expliquent que la lutte ne se mène pas seulement contre le patron de la CFEM, mais que derrière lui, il y a l'Etat capitaliste avec ses lois, ses huissiers et ses flics. Il faudra aussi lutter contre eux pour obtenir la satisfaction des revendications. Corr. CFEM (Fos/Mer)

sur le syndicalisme réformiste. Elle n'est pas simplement due aux militants du PCR (ml) mais aux ouvriers qui prennent en mains eux-mêmes la perspective d'imposer à la bourgeoisie leurs revendications. En matérialisant l'idée du pouvoir des ouvriers et des paysans, de la réalité de la crise du système capitaliste, les masses s'engageront dans la voie révolutionnaire.

rejetée au profit du mot d'ordre des syndicalistes révolutionnaires de 24 h de grève avec blocage des portes, comme ultimatum. La direction tente de gagner du temps en proposant de discuter le lendemain des 24 h d'arrêt sur deux revendications : le 13e mois avec pénalisation, l'aménagement des postes sans réduction d'horaire. Les syndicalistes révolutionnaires, dénonçant cette manœuvre, se voient traités d'aventuriers poussant à la grève illimitée, propulsés financièrement par la bourgeoisie. Les révisionnistes et les syndicalistes réformistes créent ainsi la confusion, cassent l'unité de lutte des ouvriers.

Le 11 juin, la direction de Paris refusa les représentants syndicaux et refuse catégoriquement toutes les revendications. Le lendemain, la direction lâche ses larbins, maîtrise et jaunes, sur le piquet de grève. Les ouvriers présents résistent mais à cause de leur petit nombre ne peuvent les empêcher de passer.

La direction menace maintenant de faire intervenir les CRS avec la maîtrise. Pour pouvoir riposter à cette menace, les syndicalistes révolutionnaires expliquent que la lutte ne se mène pas seulement contre le patron de la CFEM, mais que derrière lui, il y a l'Etat capitaliste avec ses lois, ses huissiers et ses flics. Il faudra aussi lutter contre eux pour obtenir la satisfaction des revendications. Corr. CFEM (Fos/Mer)

sur le syndicalisme réformiste. Elle n'est pas simplement due aux militants du PCR (ml) mais aux ouvriers qui prennent en mains eux-mêmes la perspective d'imposer à la bourgeoisie leurs revendications. En matérialisant l'idée du pouvoir des ouvriers et des paysans, de la réalité de la crise du système capitaliste, les masses s'engageront dans la voie révolutionnaire.

La direction menace maintenant de faire intervenir les CRS avec la maîtrise. Pour pouvoir riposter à cette menace, les syndicalistes révolutionnaires expliquent que la lutte ne se mène pas seulement contre le patron de la CFEM, mais que derrière lui, il y a l'Etat capitaliste avec ses lois, ses huissiers et ses flics. Il faudra aussi lutter contre eux pour obtenir la satisfaction des revendications. Corr. CFEM (Fos/Mer)

sur le syndicalisme réformiste. Elle n'est pas simplement due aux militants du PCR (ml) mais aux ouvriers qui prennent en mains eux-mêmes la perspective d'imposer à la bourgeoisie leurs revendications. En matérialisant l'idée du pouvoir des ouvriers et des paysans, de la réalité de la crise du système capitaliste, les masses s'engageront dans la voie révolutionnaire.

La direction menace maintenant de faire intervenir les CRS avec la maîtrise. Pour pouvoir riposter à cette menace, les syndicalistes révolutionnaires expliquent que la lutte ne se mène pas seulement contre le patron de la CFEM, mais que derrière lui, il y a l'Etat capitaliste avec ses lois, ses huissiers et ses flics. Il faudra aussi lutter contre eux pour obtenir la satisfaction des revendications. Corr. CFEM (Fos/Mer)

sur le syndicalisme réformiste. Elle n'est pas simplement due aux militants du PCR (ml) mais aux ouvriers qui prennent en mains eux-mêmes la perspective d'imposer à la bourgeoisie leurs revendications. En matérialisant l'idée du pouvoir des ouvriers et des paysans, de la réalité de la crise du système capitaliste, les masses s'engageront dans la voie révolutionnaire.

luttés dans l'alimentation à NANTES

Depuis le 5 juin, une grève s'est déclenchée chez LU-BRUN à Nantes, et dans d'autres usines du groupe. Cette grève est importante. Elle est déclenchée par des ouvriers dans l'alimentation où l'exploitation est particulièrement dure. A Nantes, où les usines d'alimentation sont nombreuses, elle prend valeur d'exemple : des ouvriers d'autres usines entrent à leur tour en lutte.

Pour les 450 ouvriers de LU-BRUN, en majorité des femmes et des OS, c'est le travail à la chaîne, une surveillance très forte (pause, chronos, etc...) des salaires très bas (le salaire minimum est de 1.000 F environ) : aucune prime de vacances (en juin, le patron verse un acompte sur le 13ème mois). Un accord de société avait été conclu au moment de la fusion de LU et de BRUN : il prévoyait la conservation dans chaque usine des avantages acquis. Mais cet accord a été rompu en octobre dernier par la direction qui imposait pour l'avenir, des négociations usine par usine et non pas avec la direction générale.

Le 5 juin, les 450 ouvriers se mettent en grève générale pour obtenir : - la révision de la grille des salaires avec un minimum de 1.200 F ; - une prime de vacances de 473 f ; - un quart d'heure avant et après la pause repas (aujourd'hui, il n'y a que 5 mn) ; - paiement des jours de grève comme préalable à la reprise.

La combativité est forte. Parmi les grévistes, il y a une trentaine de saisonniers embauchés sous contrat de deux mois renouvelables jusqu'à 6 mois et des ouvriers «prêtés» par Saulnier-Duval qui ont refusé de reprendre à Saulnier pour continuer la grève à LU-BRUN. Dès le début de la grève, les ouvriers ont mis en place un piquet, y compris la nuit et le week-end, et occupent l'usine. Deux assemblées générales réunissent les grévistes chaque jour.

La direction ne veut rien lâcher. En plus, elle tente de saboter la lutte en essayant de diviser les syndicats unis dans la grève et de monter entre eux, syndicats et travailleurs. Dans une note affichée à l'intérieur de l'usine, elle accuse les syndicats de «menace de mort», «séquestration», parce que les grévistes sont entrés massivement le 12 juin dans le bureau du patron pour appuyer leurs dix délégués et forcer le patron à entrer en contact avec la direction de Paris pour négocier sur les revendications. La violence, c'est le patron qui voulait l'employer, puisqu'il a fait appel immédiatement aux flics qui ont cerné l'immeuble de son bureau pour le «protéger».

Les grévistes ne sont pas décidés à se laisser intimider. Ils vont former un comité de grève pour élargir la participation à la lutte. Ils s'attendent à une intervention des flics, ils vont renforcer le piquet de grève, surtout pendant le week-end. Ils popularisent largement leur grève dans les autres usines de l'alimentation, très nombreuses à Nantes : BN, Cassegrain, Saulnier-Duval, Saupique, etc... Grâce au soutien de ces autres travailleurs, ils vont pouvoir monter une caisse de grève. Leur lutte sert aussi d'exemple : Cassegrain vient de débayer, à la Biscuiterie Nantaise, les syndicats exigent des négociations.

Corr. Nantes

vient de paraître : PROGRAMME ET STATUTS DU P.C.R.(ml) passer vos commandes à FR BP 464 75065 Paris Cedex 2 CCP 31-191-14 la Source Prix : 3 F (plus 1,20 F de port)

L'OPERATION COUP DE POING DE PONIATOWSKI :

une rafle camouflée



Dans la nuit de vendredi (14/6) dans la banlieue nord de Paris, le ministre de l'intérieur en personne Poniowski lance son opération «coup de poing». La même opération aura lieu dans la nuit de samedi, à Lyon, Marseille, Lille - Roubaix - Tourcoing et Dunkerque. Un gigantesque déploiement de forces de police est à chaque fois mis en place. Au total 8.000 flics ont été mobilisés, pour contrôler automobilistes et passants. Officiellement, 42.000 personnes ont été contrôlées, dont près de 5.000 immigrés : 86 personnes ont été appréhendées, certaines pour attaques à main armée, port d'armes, vols de voiture, mais beaucoup d'autres pour «infractions à la législation sur le permis de séjour»... Aux dires de Ponia, il s'agit «par cette série d'actions... d'assurer la sécurité de la population et l'insécurité des truands». En un mot, de lutter contre la criminalité, qui connaît actuellement une recrudescence dans les grandes villes.

Mais il ne s'agit pas de lutter contre les grands de la pègre. Ceux-là, et leurs hommes de main, il peut facilement les trouver dans les colleurs d'affiche de l'UDR ou des RI, dans les rangs de ceux qui ont collé les affiches de Giscard, mais il ne songe pas à les arrêter, au contraire, il les paye. Qu'ils

«travaillent» dans l'immobilier, les stupéfiants ou le proxénétisme, ils ne seront pas inquiétés. Les moyens employés par Poniowski ne visent qu'à lutter contre le voleur de mobylette du samedi soir ou la petite bande de truands organisée. Mais ces moyens, baptisés «préventifs» ne s'attaquent pas aux causes de la criminalité : la crise de l'impérialisme. En effet, c'est bien l'impérialisme en crise, n'offrant aucune perspective correcte de travail et de vie et développant l'idéologie du profit réalisé par tous les moyens, qui secrète comme un abcès la criminalité. Le problème ne peut être résolu que par le renversement du système impérialiste et non par les «coups de poing» de Ponia qui sont autant de coups d'épée dans l'eau... ou cachent autre chose.

Car si Poniowski cherchait à lutter contre la criminalité, pourquoi n'a-t-il pas donné ses «coups de poing» à Bordeaux ou à Toulouse, et pourquoi les a-t-il portés à Marseille, Lyon, Paris, Roubaix et Dunkerque ? Le choix de Ponia n'est pas un hasard, si dans le nord il y a un moins de truands qu'à Bordeaux, il y a en revanche plus de travailleurs immigrés. Et pourquoi avoir choisi la banlieue nord de Paris plutôt que les beaux quartiers ? Il s'agit en fait, et c'est l'un des aspects

les plus importants de cette opération, de rechercher les travailleurs immigrés irréguliers, afin de pouvoir les expulser en cette période de chômage croissant. Pour cela et pour mieux contrôler la classe ouvrière dans son ensemble, ainsi que les jeunes, Poniowski envisage «la création de nombreux et nouveaux postes de police» dans les banlieues où sont rejetés les ouvriers. Ses manœuvres et ses mesures rejoignent la nouvelle campagne raciste que la bourgeoisie redéveloppe actuellement dans le but de diviser les travailleurs face au chômage et d'expulser les immigrés, comme dans le 18e, ce samedi 15.

Pour habituer l'opinion à ces déplacements de force, le prince Ponia joue le style fair play. D'abord, il se déplace pour expliquer aux interpellés que tout ça c'est pour leur bien. Il leur distribue une lettre pour s'excuser «du contrôle auquel vous êtes soumis ce soir» et fait venir France-Inter pour élargir l'audience de ses œuvres. Mais en même temps, ils annoncent que ces contrôles seront renouvelés régulièrement. Ces mesures descendant en ligne droite des conceptions de Marcellin montrent la réalité du caractère «libéral» qu'entend se donner le nouveau gouvernement.

Albert Chatillon

Paris 18^{ème}

AGRESSION POLICIERE CONTRE DES TRAVAILLEURS IMMIGRES

Samedi 15 juin à 15 heures, dans le quartier de la Goutte d'Or (18e arrondissement) des flics interpellent deux travailleurs immigrés et commencent à les frapper, bien que ceux-ci ne refusent pas de les suivre. A cette heure, il y a beaucoup de monde dans le quartier et aussitôt un attroupement se forme et accompagne les flics et leurs prisonniers jusque devant le commissariat. Des passants crient : «Racistes, assassins», mais bientôt arrivent sur les lieux deux cars de police. Les flics se lancent aussitôt à la poursuite des arabes qui se trouvent là aux cris de «Vous êtes des chiens... on va faire comme pendant la guerre d'Algérie». Les gens qui tentaient de s'interposer ont été bousculés, certains précipités avec violence dans les cars. Là, menottes aux mains, les immigrés ont encore été tabassés, les insultes continuaient. Cinq travailleurs ont été interpellés et deux écroués. Ces agressions ne resteront pas impunies ! HALTE A LA CAMPAGNE RACISTE DE LA BOURGEOISIE !

Paris 14^{ème}

EXPULSION D'UN TRAVAILLEUR ALGERIEN

L'autre jour, dans le métro à Denfert Rochereau, trois inspecteurs en civil contrôlent les identités. Ahmed a un passeport algérien en règle, mais pas de carte de «résident privilégié». Les flics lui prélèvent 350 F dans son portefeuille ; une «amende», (Ahmed venait de toucher sa paye). Plusieurs jours plus tard, Ahmed reçoit une convocation au commissariat pour régulariser sa situation et obtenir une carte de résident. Jeudi dernier, au commissariat, il est tout de suite enfermé, puis transféré au dépôt. Les flics ne lui permettent ni d'aller chercher son compte (il travaille à la Tour-Montparnasse), ni d'aller retirer ses économies sur son livret de caisse d'épargne, ni de prévenir son frère. Vendredi, ils l'accompagnent chez lui : un quart d'heure pour faire sa valise, puis à Orly, dans le premier avion en partance pour Alger. Au dépôt, Ahmed se trouvait avec 25 travailleurs algériens, 2 ouvrières portugaises et un travailleur espagnol dans la même situation.

Corr. Paris 14e

BLINDEX : TITULARISATION DES OUVRIERS

A Blindex, le patron continue à tout faire pour empêcher la poursuite de la lutte en se débarrassant des ouvriers combattifs à la veille de la fermeture de l'usine en juillet.

Il utilise contre eux l'arme des contrats de travail. Deux travailleurs immigrés en fin de contrat se retrouvent à la porte : le patron refuse de renouveler le contrat et de donner l'attestation qui permet d'obtenir la carte de travail. Les ouvriers ripostent par des débrayages d'une heure par jour, puis par une journée de grève pour aller à la main-d'œuvre exiger la carte de travail.

Le patron intensifie ses menaces : 7 travailleurs immigrés reçoivent chacun trois lettres d'avertissement en deux jours ! Etre allé à la main-d'œuvre en délégation, c'est pour lui une absence injustifiée, autrement dit, une faute lourde ; aller aux WC, c'est un abandon de poste, etc...

Le 31 mai, il les licencie, huit jours plus tard, c'est le tour de trois autres : des ouvriers français combattifs.

Les ouvriers de Blindex, français et immigrés, hommes et femmes, qui ont lutté pendant un mois pour leurs revendications, sont bien décidés à ne pas laisser faire le patron : ils continuent la lutte contre ces licenciements.

Corr. Marseille 13.6.1974

à propos de "l'humanité rouge"

ANTIREVISIONNISME OU ANTICOMMUNISME

Front Rouge n'a pas l'habitude d'encadrer ses colonnes d'articles de réponses aux attaques que divers groupuscules vivent de lui adresser. Aussi ce n'est pas, par exemple, en réponse aux dix pages et plus de calomnies que l'«Humanité Rouge» a distillées, chaque semaine, depuis trois mois, que nous intervenons aujourd'hui, mais sur un fait d'une importance bien plus grande. Dans le numéro 234 de ce journal, une certaine Annie Brunel écrit sous le titre «Quand la CGT part en guerre contre la CFT» : «Alors ? CFT, CGT ? Il faut bien reconnaître, dans leur nature, il n'y a pas de différence. Si ce n'est que l'une trompe bien plus largement que l'autre, fait encore illusion. C'est pourquoi le meilleur agent de la fasciation, le plus efficace, dans les rangs de la classe ouvrière, c'est bien la CGT».

Après cela comment accuser l'«Humanité Rouge» de mollesse dans la lutte contre le révisionnisme ! Au moins, voilà des gens qui disent ce qu'ils pensent et qui n'y vont pas par quatre chemins. La CFT, tout le monde le sait, c'est une officine fasciste, dépendant des secteurs les plus rétrogrades du patronat (Simca, Chrysler...) et des Renseignements Généraux, la CGT, tout le monde le sait aussi, c'est un puissant syndicat dirigé au plan confédéral et pratiquement à tous les niveaux locaux et professionnels par le P«C»F révisionniste, mais c'est un syndicat de masse, rassemblant une grande partie des travailleurs les plus combattifs et les plus conscients de notre pays. Comme dans toute organisation de masse du

prolétariat, la lutte entre réformisme et révolution, entre la voie du Programme commun et la voie de la révolution prolétarienne se développe avec force au sein de la CGT. Les communistes révolutionnaires se fixent pour tâche de mener consciemment et largement cette lutte, ce qu'ils font dans de nombreuses entreprises où, dans le cours de la lutte, ils isolent de plus en plus souvent les révisionnistes. Certes, l'orientation révisionniste prévaut encore, et sans doute, pour quelques temps, dans la CGT, mais elle y est contestée, combattue, non seulement par les militants communistes, mais surtout par une frange de plus en plus importante de syndiqués. Un processus semblable se déroule dans la CFDT. Mettre sur le même plan une officine fasciste, toute entière à détruire et de la façon la plus énergique, et un syndicat dans lequel la domination du révisionnisme est loin d'avoir définitivement triomphé, un syndicat dans lequel s'engage tous les jours la lutte entre réforme et révolution, voilà la dernière trouvaille du curieux petit groupe «Humanité Rouge».

Une telle position ressort d'ailleurs d'une logique, si l'on peut dire, assez cohérente. Dans le même numéro de ce journal, un certain nombre de glissements, d'ailleurs prévisibles, se font jour.

Ainsi l'«Humanité Rouge», qui, voilà un an, s'acoquinait avec tous les groupes trotskistes pour lutter contre la fasciation et sortait une affiche avec eux, ne parle plus aujourd'hui de fasciation qu'en termes de social-fasciation, c'est-à-dire, de venue

de la gauche réformiste au gouvernement. Melle Brunel le dit bien nettement : le meilleur agent de la fasciation, c'est la CGT, et la première page titre : «la prétendue «gauche», c'est la pire réaction», le P«C»F est défini comme «la cinquième colonne du social-impérialisme soviétique», et Mitterrand qui était, il n'y a pas si longtemps pour HR, le représentant de la fraction pro-américaine du capitalisme monopoliste français, cherche surtout à collaborer avec le social-impérialisme soviétique aujourd'hui, à la tête d'une «gauche» qu'il dirige.

Voilà donc de profonds bouleversements de la vie politique française qui n'ont jamais été expliqués par ceux qui les annoncent, de grandes mutations dans l'analyse politique (si l'on peut dire), qui n'ont fait l'objet d'aucun éclaircissement. Pourquoi cette volte-face si considérable de Mitterrand ? Pourquoi ce déplacement vers la «gauche» de la menace fasciste, comment le P«C»F qui est en réalité une parti réformiste bourgeois, social-chauvin, serait-il transformé au point d'être, avant toute chose, la cinquième colonne de Moscou ? Que s'est-il passé ces derniers mois en France et dans le monde qui amène tout ce bouleversement ? Ceux que l'HR appelait, il y a moins d'un an, à participer à la lutte anti-fasciste, à la mobilisation contre «la transformation de l'appareil d'Etat» par des partis de droite classique (UDR, Républicains Indépendants) : les militants de base du P«C»F et de la CGT sont aujourd'hui, d'après HR les troupes,

égérées sans doute, mais troupes quand même de la «cinquième colonne» russe, du fascisme, qui avec Mitterrand, frappe à la porte. Que s'est-il donc passé ? A dire vrai, peu de choses. Simplement une mauvaise assimilation par les dirigeants de l'HR des thèses profondément justes développées dans le Rapport au Xe Congrès du Parti Communiste Chinois sur l'hégémonie et l'Europe comme enjeu stratégique de la lutte des deux super-puissances USA et URSS. Lisez et relisez ce rapport. A aucun moment ne figure l'indication d'une intervention militaire imminente du social-impérialisme dans les pays ouest-européens, comme la France, à aucun moment, les partis révisionnistes, et leurs alliés dans ces pays, ne sont considérés principalement comme des agents du social-impérialisme. Le révisionnisme, nous ont enseigné, les camarades chinois, c'est le polycentrisme, c'est le nationalisme petit-bourgeois : ce n'est pas comme agent du social-impérialisme, c'est comme parti réformiste soucieux avant tout des intérêts de son propre impérialisme, l'impérialisme français, que le P«C»F doit être combattu.

En tirant des conclusions mécaniques, en développant de façon contraire à toute analyse sérieuse de la réalité des indications tout à fait justes du Xe Congrès du Parti Communiste Chinois, l'«Humanité Rouge» dénature les positions du Mouvement Communiste International, dont elle se présente abusivement - et provisoirement, soyons en sûrs - comme une composante. En réalité, elle détourne les masses, par ses déclarations

outrancières, d'une large compréhension et d'un large soutien aux positions internationales des pays socialistes. Dans de telles mains, la cause du socialisme s'affaiblit.

En France même, aujourd'hui, alors que la bourgeoisie au pouvoir, sous son nouveau visage giscardien, développe une offensive sans précédent contre les conditions de vie et de travail du prolétariat, accroît le chômage, généralise les contrats à durée limitée, accélère chaque mois la hausse des prix, alors que dans le prolétariat, la voie électorale, la voie révisionniste vient de subir un nouvel échec et que croît l'aspiration révolutionnaire des masses, les positions de l'«Humanité Rouge» remplissent une fonction spécifique : détourner de la perspective révolutionnaire les travailleurs influencés par le révisionnisme et le réformisme, mais en conflit sur de nombreux points avec eux, détourner du marxisme-léninisme ceux qui commencent à douter du révisionnisme et à le rejeter ; à sa manière, l'«Humanité Rouge» remplit cette fonction de tous les groupes petits-bourgeois aujourd'hui : ramener, par des chemins détournés, au courant révisionniste ceux qui s'en éloignent. L'assimilation entre la CGT et la CFT ne peut que ramener dans le sillage des dirigeants révisionnistes ceux qui dans la CGT lisent de telles bêtises.

Gageons que les attaques policières, haineuses et stupides contre notre Parti ne sont pas le produit du seul patriotisme de secte, mais avant tout d'une orientation de plus en plus dangereuse de l'«Humanité Rouge» sur le terrain de l'anti-communisme.

ITALIE :

manifestations massives contre
l'attentat fasciste de Brescia

les ouvriers de l'usine Italsider à Bagnoli investissent un local des fascistes du MSI.

Le 28 mai, à Brescia, une bombe à retardement éclate en pleine manifestation anti-fasciste. Neuf travailleurs sont tués, 60 blessés dont plusieurs grièvement. Aussitôt, le peuple italien va se dresser en masse contre cet attentat fasciste, du Nord au Sud du pays, dans les usines, les villes et les campagnes. A Brescia, les travailleurs se sont mis en grève immédiatement, ont occupé toutes les usines. A Milan, les ouvriers de Siemens et de Pirelli arrêtaient le travail, se réunissaient en Assemblée Générale, à Gènes, ceux d'Italsider descendaient dans la rue, occupaient la place Masséna, et clamaient leur haine du fascisme. A Naples, dès le soir du 28, les ouvriers d'Italsider détruisent le siège du MSI (fascistes) de Bagnoli, ceux d'Olivetti font subir le même sort au siège de Pozzuoli.

Le lendemain, l'ordre de grève générale de 4 heures est suivi par tous. De larges manifestations se déploient, regroupant les diverses couches de la population laborieuse derrière les conseils d'usine. A Milan, 300.000 travailleurs, à Naples, 200.000 descendent dans la rue. Mais il n'est pas jusqu'au plus petit village de la Sicile, ni de la Sardaigne, qui ne se mobilise et ne fasse éclater sa colère. Partout, les masses, spontanément, ou dans des actions organisées par les Conseils d'Usine locaux, attaquent les sièges du parti néo-fasciste MSI. Plus de 150 locaux sont détruits à coup de cocktail molotov et de barres de fer. A Naples, 2000 flics protègent le siège fédéral du MSI. Mais rien n'est prévu devant le local de la CISNAL, le syndicat fasciste. Un millier d'ouvriers des conseils d'usine s'y rendent. Les fascistes ferment l'énorme portail d'entrée et tirent des coups de feu sur les manifestants, qui recevant sans cesse des renforts défoncent le portail et montent dans les étages. Au deuxième, les fascistes se sont barricadés et tirent à travers la porte. Au troisième, les manifestants détruisent tout le matériel et y mettent le feu. Après quoi, ils reviennent devant le siège du MSI: La puissance de la manifestation fait reculer plusieurs fois les cordons de police. Au moment où ils sont les plus proches du bâtiment, les ouvriers le bombardent de cailloux, brisant toutes les vitres. A Naples, au total, 11 sièges sont détruits. A Milan, dès la veille au soir, 15 à 20.000 révolutionnaires font sauter le café «Motta de San Babila» où se réunissaient régulièrement les fascistes. A Brescia même, le 29, il y avait six fois plus de manifestants que la ville ne compte d'habitants. Si tout le peuple italien s'est mobilisé avec cette vigilance, cette vigueur, si le 29, l'Italie a connu la plus grande grève générale depuis juillet 1960, ce n'était

pas seulement pour châtier les fascistes, c'était pour dire non au fascisme secrété par le pouvoir lui-même. A côté des mots d'ordre «Mort au fascisme», les manifestants criaient «Le fascisme est dans le gouvernement», «Front Uni populaire contre le fascisme et le régime DC». Ils refusaient ce régime qui, sous couvert de lutte contre le fascisme, créait une «inspection générale contre le terrorisme», confiée au préfet Sautillo, tristement célèbre pour la protection accordée aux fascistes de Ciccio Franco quand il était préfet de Calabre. Ils refusaient de croire un gouvernement qui prétendait faire la chasse aux fascistes et protégeait leurs sièges. Ils n'acceptaient pas que ce gouvernement se dédouane si facilement de l'aide reçue des fascistes pour sa campagne contre le divorce, aide encombrante après la défaite, quand on n'a pas d'autres ressources que faire appel à tous les partis, P.C. compris, pour maintenir l'ordre républicain ! Ils refusaient aussi toutes les mesures prises pour «lutter contre l'inflation»: le relèvement de la TVA, le paiement anticipé de certains impôts, l'augmentation des transports, des tarifs postaux, le litre de lait vient d'augmenter de 80 lire. Récemment, le ministre du trésor signait une lettre de garantie au F.M.I. expliquant noir sur blanc comment, en réduisant la demande intérieure, c'est-à-dire, en baissant encore le pouvoir d'achat des masses, le gouvernement italien comptait réduire le déficit de sa balance des paiements ! A l'heure actuelle, le coût de la vie augmente déjà au rythme de 20% pour l'année ! Après l'échec du référendum et la chute de Rumor, le gouvernement aurait volontiers exploité cet attentat fasciste. Il en a l'habitude. En 1969, il avait essayé, après l'attentat de Milan, de mettre un frein à «l'automne chaud». Aujourd'hui, il espérait que la panique, l'émotion s'empareraient du peuple et lui permettraient de rassembler «l'arc constitutionnel» des libéraux aux révisionnistes et de constituer un «gouvernement de salut public» sur le thème «tous au centre». Les comités anti-fascistes aux mains des révisionnistes n'ont-ils pas pour mot d'ordre, comme ceux de la DC, «la défense de la République ?» Les révisionnistes ont déjà offert un «compromis historique», affirmé qu'«il est absurde de penser qu'on puisse sérieusement faire face à la situation économique sans la contribution des communistes». Erreur de calcul pour la DC, ce n'est pas la peur qui a fait se regrouper le peuple, mais la colère ! Une nouvelle manifestation à Brescia, piazza della Loggia, le 6 juillet, doit lui montrer que cette colère n'est pas un feu de paille !

Monique Chéran.

MOBILISONS-NOUS CONTRE LA
VENUE DU SHAH D'IRAN A PARIS

«Nos responsabilités ne se limitent pas au cadre national ou régional. Nous avons aussi un rôle international en tant que gardien et protecteur de 60% des réserves mondiales de pétrole. La doctrine Nixon dit que les Etats-Unis apporteront leur aide à ceux qui s'aident eux-mêmes... C'est ce que nous faisons... L'Europe Occidentale, les Etats-Unis et le Japon considèrent le Golfe Persique comme faisant partie intégrante de leur sécurité sans pour autant être en mesure d'assurer cette sécurité. C'est ce que nous faisons pour eux».

Cette déclaration du Shah faite à l'hebdomadaire «Newsweek» illustre parfaitement le rôle que l'impérialisme US a assigné à l'Iran dans cette région du monde - particulièrement vitale pour ses intérêts - que constitue la péninsule Arabe et le Golfe. L'intensification au cours des derniers mois de l'agression iranienne contre les régions libérées du Dhofar, succédant à l'occupation des îles du Golfe et du détroit d'Ormuz, confirme cet aveu de J. Sisco, ancien sous-secrétaire d'Etat US: «l'Iran, par sa population, par sa puissance militaire et économique et par la position géographique très

importante qu'il occupe tout au nord du golfe Persique, aura tout naturellement un rôle prédominant pour préserver le calme dans la région du Golfe Persique et assurer l'approvisionnement en pétrole des pays consommateurs».

Ainsi, on le voit, l'impérialisme US et l'Iran sont totalement d'accord sur le rôle respectif qui est le leur dans cette région du monde: les Etats-Unis équipent l'Iran, l'arment massivement en recourant aux techniques les plus modernes; l'Iran se sert des dollars et des armes US pour réprimer les peuples iraniens et arabes. L'aide militaire anglo-américaine est considérable, elle représente plus de 8 milliards de dollars; elle se conjugue avec la présence en Iran de 12.000 «conseillers» militaires américains et par la nomination au poste d'ambassadeur de Helms (ancien chef de la CIA). On aura une idée de l'ampleur de la militarisation du régime iranien quand on saura qu'en 1973, le budget militaire iranien représentait plus de la moitié des immenses bénéfices pétroliers de l'Iran. Huit mille soldats iraniens occupent aujourd'hui le territoire d'Oman, dont 3.000 concentrés dans la seule région du Dhofar. Malgré la multiplication des bombardements contre la population civile, la résistance populaire dirigée par le F.P.L.O.G.A. (Front Populaire de Libération d'Oman et du Golf

Arabique) harcèle l'ennemi le long de la ligne rouge, l'immobilisant dans ses bases, le démoralisant et lui causant des pertes importantes.

Mais les ambitions de l'Iran ne se bornent pas à Oman. Elles s'étendent à l'ensemble des Emirats, à la République Populaire et Démocratique du Yémen (qui se trouve aujourd'hui sous la menace conjuguée de l'Arabie Saoudite, du Nord-Yémen et de l'Iran) et à l'Erythrée, dont la lutte de libération se heurte à une coalition réactionnaire constituée par l'Ethiopie, Israël et l'Iran.

Israël à l'Ouest, et l'Iran à l'Est, constituent les deux places fortes principales de l'impérialisme au Moyen-Orient. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la collaboration entre l'Iran et Israël n'a fait que s'intensifier dans la dernière période; pour donner quelques exemples, les installations de télécommunications de Téhéran sont construites par la compagnie «israélienne» Hédish-Rasko, la police iranienne est sous le contrôle de «conseillers» israéliens, les armes des policiers iraniens sont des «youzi» de fabrication «israélienne». L'impérialisme français, s'il n'est pas à la première place participe lui aussi, à l'équipement militaire de l'Iran (canonniers rapides et hélicoptères «Alouette» ou «Super-Frelon» destinés au transport des munitions et des soldats). Quelles nouvelles armes le Shah va-t-il venir chercher à Paris ?

Dénonçons le soutien de l'impérialisme français au régime iranien !
Mobilisons-nous contre la venue du Shah à Paris !
Préparons-nous à manifester, sous toutes les formes, notre soutien, résolu à la lutte héroïque du peuple d'Oman, des autres peuples arabes de la région, du peuple érythréen et du peuple iranien !
Halte à l'agression iranienne dans le Golfe !
Palestine, Oman, les peuples arabes vaincront !

LES MANOEUVRES DE LA JUNTE
PORTUGAISE DANS LES NEGOCIA-
TIONS AVEC LE P.A.I.G.C.

Le 14 juin, les négociations entre le Portugal et le Parti Africain de l'Indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (P.A.I.G.C.), ont été rompues à Alger. Les premières négociations entre la Guinée et le Portugal avaient dû être aisées et rapides aux dires de la délégation portugaise. Le Portugal est battu militairement, la République de Guinée est reconnue par 84 pays, a reçu ses premiers ambassadeurs en zone libérée; s'il veut mettre fin à la guerre, le Portugal ne peut que se retirer.

CE N'EST PAS LE CESSER-LE-FEU QUI EST IMPORTANT: C'EST LA RECONNAISSANCE DE NOS PRINCIPES (Pedro Pires).

Les négociations butent sur le refus des Portugais de négocier sur le fond et surtout sur la question des îles du Cap-Vert.

le P.A.I.G.C. a formulé deux points de négociations sur le fond:

«- reconnaissance de la République de Guinée et du droit à l'autodétermination et à l'indépendance de notre peuple aux îles du cap-vert.

- reconnaissance du droit à l'autodétermination et à l'indépendance du Mozambique et de l'Angola».

Le Portugal poursuit deux buts: éviter de reconnaître formellement le droit à l'indépendance de ces ex-colonies d'une part, mettre en dehors de la négociation les îles du Cap-Vert d'autre part, sous le prétexte qu'il ne s'y déroule pas de lutte armée? En fait, il veut conserver cette immense base stratégique.

NOTRE PRINCIPE EST CELUI DE L'UNITE DU CAP VERT ET DE LA GUINEE (Pedro Pires).

L'archipel du Cap Vert a été transformé en un immense complexe

militaire, par le Portugal d'abord, qui l'utilisait comme base d'agression contre la Guinée, par l'OTAN ensuite qui possède deux bases, deux centres de télé-communications ultra-modernes et une base d'observation de missiles, par l'Afrique du Sud ensuite qui possède une base à Sal, dont elle a modernisé l'aéroport international pour y accueillir des Boeing. C'est le seul point d'Afrique où ses avions puissent faire escale, en raison du blocus appliqué par les pays africains à l'encontre des régimes racistes.

Par sa position géographique et son dispositif militaire, l'archipel verrouille l'Atlantique Sud et «assure la sécurité» du commerce, en particulier le pétrole, entre l'Asie, l'Europe et l'Amérique par la route du Cap.

Pour conserver ce point-clé, le Portugal refuse de reconnaître l'unité forgée par une histoire et une lutte communes entre Cap-Verdiens et Guinéens. Toute une campagne reprise par la presse bourgeoise, tente d'opposer Cap-Verdiens et Guinéens.

Avant l'arrivée des Portugais, les îles étaient pratiquement inhabitées, «on constate, note un historien portugais, que la plus grande partie de l'élément africain de la population du Cap-Vert est originaire de la Guinée avec ses Mandingues, Balntes, Manjaks, etc...». Au cours de la traite des esclaves, ils ont été déportés par dizaines de milliers à partir du territoire de Guinée-Bissau actuellement libéré. Bien qu'aujourd'hui, 80% de la population soit métissée, les traditions culturelles des Cap-Verdiens et des Guinéens sont les mêmes. Les Portugais ont eux-mêmes renforcé cette unité en créant des liens économiques et en soudant Cap-Verdiens et Guinéens dans une lutte commune.

«Nous avons engagé, dit Pires, chef de

la délégation du PAIGC, la discussion avec les Portugais pour aboutir à une solution dans des phases (de la lutte NDLR) différentes... Nous avons libéré la plus grande partie de la Guinée, mais nous devons développer notre travail politique dans les îles du Cap-Vert... C'est la même lutte menée par le même Parti dans des conditions différentes».

Ces liens d'unité se sont encore renforcés depuis le coup d'Etat. Les Portugais ont tiré sur des manifestations dans l'archipel du Cap-Vert faisant 9 blessés dont 2 graves.

Les manifestations de plusieurs milliers de personnes (15.000 à Praia, la capitale) avaient pour drapeaux, le drapeau du PAIGC, pour mots d'ordre, les mots d'ordre du PAIGC; les manifestants portaient de grands portraits d'Amilcar Cabral, fondateur du PAIGC assassiné par les Portugais et de PEREIRA, secrétaire général du PAIGC, tous deux Cap-Verdiens. Comme il est le Parti des Guinéens, le P.A.I.G.C. est le Parti des Cap-Verdiens, sa lutte est leur lutte.

Les Portugais veulent conserver les îles du Cap-Vert, telle est la «difficulté» essentielle de la négociation. De plus l'issue même de ces négociations met en jeu l'avenir de l'empire colonial: «nous servons la lutte de toutes les colonies portugaises, dit Luis Cabral, en ouvrant la première brèche dans le système colonial portugais». D'où la fermeté du PAIGC d'autant plus qu'il est en position de force: «notre force n'est pas seulement une force morale et politique, mais aussi une force matérielle».

Quoi que fasse le Portugal aujourd'hui, la situation est irréversible: le colonialisme portugais est condamné à mort.

G. CARRAT.

malgré les complots impérialistes le peuple palestinien poursuit sa lutte

La cessez-le-feu imposé par les deux super-puissances qui a mis fin à la guerre d'Octobre préparait toute une série de manœuvres de leur part en vue d'imposer la «solution pacifique». Au cœur de ce complot, un but fondamental : liquider la lutte de libération du peuple palestinien, avant-garde des peuples arabes. Six années de situation «ni guerre, ni paix», avaient démontré qu'aucune solution n'était possible sans tenir compte de ce peuple et de sa lutte indomptable. L'expulsion massive par les sionistes, les massacres perpétrés en 70 et 71 par le roi Hussein de Jordanie, les attaques de la réaction libanaise contre les camps palestiniens en mai 72, les assassinats sauvages de militants combinés par les sionistes et la CIA : rien n'y avait fait. La Résistance Palestinienne était toujours debout, elle développait sa lutte, concentrant ses efforts sur la Palestine occupée. En faisant ainsi échec aux yeux des masses arabes aux complots de capitulation impérialistes, la Résistance Palestinienne a été le facteur décisif qui a contraint les régimes arabes à reprendre la lutte de libération.

Aujourd'hui, les deux super-puissances doivent donc tenir compte de son existence : Aucune illusion n'est permise : ni les USA, ni l'URSS, ne songent un instant à aider le peuple palestinien à réaliser son but fondamental : la libération totale de sa patrie et l'édification d'une Palestine démocratique. L'une comme l'autre ont tout intérêt au maintien de l'Etat sioniste, instrument d'oppression et foyer de tension qui leur permet à l'une et à l'autre, avec leurs armes et leurs moyens, d'occuper une position d'arbitre servant leurs buts d'hégémonie.

Simplement, la tactique a changé, alors que le but reste le même : puisqu'elles ne peuvent pas écraser purement et simplement la Résistance, les super-puissances tentent de la liquider par d'autres moyens. Depuis la guerre d'Octobre, elles ont réussi à manigancer les accords de

«désengagement» égypto-sioniste et syrio-sioniste. Elles préparent aujourd'hui activement la phase suivante de la «Conférence de Genève», qui consisterait à faire reconnaître l'Etat sioniste par les pays arabes, en échange de quelques concessions mal définies de sa part.

Il s'agit de menacer la Résistance d'un isolement total, et de l'acculer à participer à la Conférence de Genève, pour lui imposer la constitution d'un «Etat» croupion entièrement à la merci de l'impérialisme, du sionisme et de la réaction arabe : ainsi, les super-puissances voudraient que la Résistance renonce en apparence «d'elle-même» à ses buts fondamentaux, et se fasse à son tour le gendarme de son propre peuple.

Liquidation d'un côté, liquidation de l'autre, confronté à cette fausse alternative, le peuple palestinien n'a qu'une issue : la poursuite et le développement de sa lutte.

Dans ce complot, le social-impérialisme occupe une place toute particulière. De même que l'impérialisme US décide à son gré pour Israël, qui n'est que son instrument, de même le social-impérialisme, multipliant les pressions de toute sorte et les tentatives d'infiltration et de division, voudrait parvenir à faire de l'OLP sa marionnette. C'est là, compter sans la différence fondamentale entre un Etat artificiel colonialiste, raciste et expansionniste comme Israël et l'expression organisée de la lutte d'un peuple comme la Résistance Palestinienne.

Le peuple palestinien choisit sa voie. Il répond à ces complots en refusant de se détourner de sa route, en développant sa lutte armée.

En l'espace de quelques jours :

- 19 soldats sionistes ont été tués ou blessés, des véhicules militaires détruits par un commando, le 25 mai ;
- l'usine d'armements «Soltan» a été entièrement détruite le 26 ;
- un officier de renseignement a été exécuté le 1er juin, et un autocar attaqué ;

- une boîte de nuit a sauté à Jérusalem ;

- samedi 1er juin, violent combat de 5 heures d'un commando ;

- le 9 juin, la colonie «Adamit» a été attaquée, avec des pertes graves pour les sionistes ;

- l'usine de pneu «Samson» a été incendiée le 4 juin ;

- une patrouille attaquée (plusieurs tués et blessés, un véhicule détruit) dans la région de Jérusalem ;

- incendie d'entrepôts à Tel Aviv (500.000 livres israéliennes de dégâts) et le courant coupé une heure dans la ville.

De plus en plus les sionistes s'affolent, mobilisant l'artillerie et l'aviation pour la moindre opération de commando. La preuve est faite tous les jours : c'est le peuple palestinien, et non pas l'Etat sioniste, qui est fort et qui remportera la victoire.

Jean LERMET



en Palestine occupée, l'armée sioniste quadrille les quartiers arabes.

LES 10 POINTS DU CONSEIL NATIONAL PALESTINIEN

1) L'O.L.P. rejette la résolution N° 242 du Conseil de Sécurité, qui ignore les aspirations patriotiques et nationales de notre peuple, et considère la cause du peuple palestinien comme un problème de réfugiés dans toutes les négociations, tant arabes, qu'internationales, y compris la conférence de Genève, qui reposent sur cette résolution.

2) L'O.L.P. lutte par tous les moyens dont elle dispose, notamment la lutte armée, pour libérer le territoire palestinien et édifier l'autorité nationale indépendante et combattante du peuple sur toute partie du territoire palestinien qui sera libérée. L'O.L.P. souligne que cela n'est possible que par la réalisation d'un changement de l'équilibre des

forces au profit du peuple palestinien et de sa lutte.

3) L'O.L.P. lutte contre tout projet ou entité palestinienne dont le prix serait la reconnaissance de l'ennemi, la conclusion de la paix avec lui et le renoncement aux droits historiques de notre peuple à rentrer chez lui et décider de son propre sort.

4) L'O.L.P. considère que toute mesure de libération n'est qu'un pas vers la réalisation de son objectif stratégique, à savoir l'édification d'un Etat palestinien démocratique conformément aux résolutions des précédentes sessions du Conseil National Palestinien.

5) L'O.L.P. en collaboration avec les forces patriotiques jordaniennes, lutte pour la construction d'un front jordano-palestinien dont l'objectif sera lié organiquement à l'entité palestinienne nationale qui sera érigée grâce à la lutte armée.

6) L'O.L.P. lutte pour la réalisation d'une unité combattante entre les peuples jordanien et palestinien ainsi qu'avec toutes forces de libération arabes approuvant ce programme.

7) L'autorité nationale luttera pour la réalisation de l'unité de tous les pays du champ de bataille en vue d'achever la libération de tout le territoire palestinien, premier pas vers la réalisation de l'unité de tous les pays arabes.

8) L'O.L.P. lutte pour renforcer ses liens avec les pays socialistes et les mouvements de libération dans le monde, et pour mettre en échec tous les complots réactionnaires sionistes et impérialistes.

9) A la lumière de ce programme, l'O.L.P. lutte pour renforcer l'unité nationale palestinienne et l'amener à un niveau qui lui permettra de réaliser ses objectifs patriotiques et nationaux.

10) A la lumière de ce programme, les dirigeants mettront au point une tactique permettant de réaliser les objectifs définis.

le voyage de nixon : la bourgeoisie égyptienne et les superpuissances

En Egypte, première étape de sa tournée au Moyen-Orient, Nixon a été triomphalement accueilli par Sadate, le président égyptien, le même Sadate qui, il n'y a pas si longtemps, reconnaissait que le même Nixon était l'ennemi juré des peuples arabes. Que s'est-il donc passé en Egypte ?

Une brèche ouverte...

Les deux super-puissances impérialistes, USA et URSS, se partagent le Moyen-Orient. Israël, principal pion de l'impérialisme US dans la région, lui sert d'instrument pour aggraver et réprimer les peuples arabes. Mais l'existence d'Israël, et la menace permanente qu'il exerce sur les pays arabes, est aussi bien utile au social-impérialisme : grâce à cela les pays arabes ne peuvent se passer de «l'aide» militaire et économique soviétique. C'est dans ce contexte que s'est développée l'Egypte. La voie qu'a choisie la bourgeoisie égyptienne, comme beaucoup d'autres bourgeoisies nationales part d'un réflexe bien naturel pour des bourgeois, la peur de mobiliser les masses. Voilà pourquoi, plutôt que de mobiliser l'énergie des ouvriers et des paysans, la bourgeoisie égyptienne a préféré faire un large appel aux capitaux étrangers : en Egypte, il s'agissait principalement de capitaux soviétiques pour financer de vastes projets, tels le barrage d'Assouan, le combinat chimique K.I.M.A., ou le complexe sidérurgique d'Abou Zaabal. Voilà pourquoi, également, face à l'agression permanente des sionistes

d'Israël, la bourgeoisie égyptienne s'est toujours refusée à armer les masses, qui, pourtant le réclamaient ; elle a toujours préféré mettre sur pied une armée classique en comptant, encore une fois, sur «l'aide» soviétique. Cette voie est dangereuse, car elle fait dépendre de plus en plus l'Egypte d'une puissance étrangère, le social-impérialisme soviétique.

Aujourd'hui, l'Egypte possède les bases minimales : sources d'énergie, usines, pour un large développement de son économie dans la voie qu'a choisie la bourgeoisie égyptienne, le capitalisme. Que lui manque-t-il ? Un afflux massif de capitaux, elle le réclame auprès du social-impérialisme soviétique, mais aussi auprès d'autres, certains pays arabes, les pays capitalistes européens, le Japon et surtout l'impérialisme US. L'Egypte a aussi à portée de la main une source importante de revenus, le canal de Suez, mais il était jusqu'à présent fermé, bloqué par le conflit avec Israël. Que lui manque-t-il encore ? D'autres sources d'énergie ? Il y a de l'autre côté du canal des puits de pétrole égyptiens, mais ils sont aujourd'hui occupés et exploités par les sionistes. La clé de toutes ces ressources naturelles, c'est aujourd'hui l'impérialisme US qui la détient. Il est devenu évident depuis la guerre d'Octobre qu'une victoire militaire classique sur Israël est impossible car les deux super-grands ne le permettraient pas. La bourgeoisie égyptienne ne voit comme seule solution qu'une négociation avec Israël et c'est l'impérialisme US le mieux

placé pour faire accepter à Israël un certain compromis. L'impérialisme US jouera d'autant plus volontiers ce rôle qu'il ne cherche qu'à reprendre pied en Egypte et dans d'autres pays arabes. L'impérialisme US, c'est également une importante source de capitaux neufs.

Voilà la signification du voyage de Nixon en Egypte et les résultats ne se sont pas fait attendre : un crédit US de 250 millions de dollars finançant surtout la reconstruction de la zone du canal, la réouverture du canal, et la perspective de négociations avec Israël sur la base du plan Kissinger : la reconnaissance d'Israël contre la restitution de tout ou partie des territoires égyptiens occupés. En Egypte même, la bourgeoisie, dans son ensemble est prête, y compris les capitalistes privés dont le développement était jusqu'alors freiné par la bourgeoisie d'Etat, principale bénéficiaire des capitaux soviétiques. Sadate vient, le 8 mai, de lever la mise sous séquestre de leurs biens. Fait significatif, il vient d'appeler dans son gouvernement un entrepreneur de travaux publics privé, Osman Ahmed Osman, au poste de... ministre de la Reconstruction, un ministère plein d'avenir !

...qui ne remet pas en cause la domination du social-impérialisme.

Ce rapprochement égypto-US est, sans doute aucun, une défaite pour le social-impérialisme soviétique qui avait fait de l'Egypte sa base principale au Moyen-Orient et en Afrique sous

prétexte de l'aider dans le développement d'une économie indépendante dans la lutte contre l'impérialisme US et le sionisme. Mais s'agit-il pour autant de la fin de la domination soviétique sur l'Egypte ? Absolument pas, car le social-impérialisme a, depuis 1955, tissé en Egypte des liens tels que sa domination ne peut être remise en cause du jour au lendemain.

L'armée égyptienne est toujours entièrement entraînée et équipée de matériel soviétique, tributaire de l'URSS pour toutes ses pièces de rechange : la guerre d'Octobre en a bien donné la preuve. D'autre part, l'URSS exige le paiement comptant de ce matériel et n'a pas hésité à en augmenter le prix... en pleine guerre d'Octobre. La dette militaire égyptienne s'élève aujourd'hui à 15 milliards de dollars ! Une dette qui lie pour longtemps l'Egypte au social-impérialisme.

Cette somme ne fait que s'ajouter à la lourde dette antérieure qui s'accroît chaque année : elle était pour la seule année 1967 de 500 millions de livres égyptiennes, l'équivalent de deux

années d'exportations égyptiennes ! C'est que la fameuse «aide soviétique» consiste en des prêts remboursables à long terme, mais en matières premières, et au prix du marché mondial. C'est-à-dire à un prix fixé par les impérialistes au détriment des pays dominés. Pour l'Egypte, la matière-première-monnaie-d'échange est le coton. L'Egypte a donc été obligée de développer sa production de coton, au détriment de la culture du blé. Les importations de blé ont décuplées entre 56 et 67 pour atteindre aujourd'hui la moitié des besoins nationaux en blé, et c'est l'URSS qui vend ce blé et comme par hasard, le blé est l'une des marchandises dont le cours mondial a le plus augmenté ces dernières années.

La domination du social-impérialisme soviétique sur l'Egypte a donc encore de beaux jours à vivre, même si une brèche s'est ouverte, il y a deux ans déjà, avec l'expulsion des conseillers militaires soviétiques d'Egypte et, cette année, avec le rapprochement égypto-US.

Nicolas GUILLOT.

abonnez-vous

Front rouge CCP 31 191 14 La Source

pour la France :

pli normal	1 an	60 F
	3 mois	15 F
pli fermé	1 an	120 F

pour l'étranger : écrire au journal qui fournira le tarif.